

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 3  
SEPTEMBRE 2004  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



**Afrique australe: hier l'apartheid,  
aujourd'hui l'envol, demain l'intégration**

**L'Ukraine, à cheval sur deux mondes,  
est minée par la corruption et l'émigration**

**Une nouvelle catastrophe se prépare-t-elle  
au Soudan? Visite chez les Bejas**

## DOSSIER



### AFRIQUE AUSTRALE

#### Un voisin menaçant devenu messenger de paix

Après avoir accompli des progrès considérables à l'intérieur de ses frontières, l'Afrique du Sud favorise l'intégration au niveau régional et continental

**6**

#### Une coopération transfrontalière imposée par la nature

En Afrique australe, où quinze fleuves traversent plusieurs pays, seule une gestion conjointe permettra de maîtriser les ressources hydriques

**12**

#### Quatorze pays en quête de solutions communes

Entretien avec Themba Mhlomo, directeur général de la Communauté de développement de l'Afrique australe

**14**

### De l'ordre dans les archives

La DDC soutient la modernisation des archives d'État en Albanie

**24**

## FORUM



### Le prochain Darfour gronde chez les Bejas

Voyage dans l'est du Soudan, où un autre conflit sanglant pourrait éclater

**26**

### La dette éternelle

Pour l'écrivain et journaliste hondurien Julio Escoto, ce sont les pays riches qui ont une dette envers les pays pauvres

**29**

## HORIZONS



### UKRAINE

#### Un pays écartelé entre l'Est et l'Ouest

La formation de l'État est achevée, mais les Ukrainiens connaissent toujours la pauvreté, l'émigration, la corruption et le chômage

**16**

#### Kano va manquer d'air dans sa forteresse

L'Ukrainien Olexander Pelin parle de son pays et des quatre éléments

**20**

## DDC

### À l'écart des projecteurs

Le directeur de la DDC Walter Fust souligne la nécessité de la coopération au développement

**21**

### Sur la nouvelle place du village

Dans trois pays africains, la Suisse et l'Unesco implantent des Centres multimédia communautaires

**22**

## CULTURE



### Aux frontières du hip hop africain

Derrière des sons cosmopolites, le rap et le hip hop véhiculent toujours des histoires locales

**30**

### Rencontres interactives sur la voie lactée

Des paysans suisses rendent visite à leurs confrères sahéliens

**32**

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que le NEPAD ?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



## Le noir et blanc appartient au passé

D'un côté les Noirs, de l'autre les Blancs ; ici les riches, là les nécessiteux ; des pays voisins qui s'ignorent ; le camp des possédants face à celui des démunis. Et personne ne veut avoir affaire aux autres. Du moins, tous s'efforcent de limiter les contacts au strict minimum, surtout les privilégiés car ils craignent de perdre ce qu'ils ont acquis.

Sous une forme ou une autre, ce principe de séparation reste très répandu dans le monde. L'Afrique du Sud l'a même célébré jusqu'en 1994 à travers sa doctrine officielle d'apartheid, qui l'a conduite au désastre. Elle n'a réussi ainsi qu'à s'isoler du monde, récoltant l'opprobre internationale.

L'Afrique du Sud présente aujourd'hui un autre visage et peut se targuer de progrès majeurs dans quantité de domaines : elle est parvenue notamment à instaurer un impressionnant processus de réconciliation entre les différents groupes raciaux ; elle est devenue une puissance régionale et même la locomotive économique de tout le continent. Mieux encore, ce pays a su conquérir le respect de la communauté internationale.

Pour sortir de l'impasse, il lui a fallu admettre qu'à l'heure actuelle, tout le monde est interdépendant d'une quelconque manière, volontairement ou non. Rien ne sert de se demander si l'on souhaite être connecté aux autres par des réseaux. La seule question valable consiste à savoir comment faire pour que ces réseaux soient profitables à tous.

L'Afrique du Sud tisse son réseau avec soin, habileté et prudence. D'une part, elle le fait à titre égoïste, pour bâtir sa propre prospérité. D'autre part, elle sait que les dépendances existent de toute façon. Themba Mhlango, directeur général de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'exprime clairement : « Les problèmes de l'Afrique australe sont à la fois énormes et interdépendants. »

C'est pourquoi les pays de la région coopèrent de plus en plus entre eux dans toutes sortes de domaines. Avec son programme régional, la Suisse soutient les efforts visant à faire bénéficier les plus démunis de cette évolution.

Notre dossier sur l'Afrique australe (dès la page 6) raconte l'histoire étonnante d'un voisin menaçant qui s'est transformé en un pays porteur de paix. Ce développement réjouissant de l'Afrique du Sud a d'ailleurs un effet dérivé des plus intéressants : à notre époque marquée par le sida, les marchés mondiaux et Internet, la « peinture en noir et blanc » a – par bonheur – beaucoup perdu de sa crédibilité. L'Afrique du Sud en a apporté la preuve.

*Harry Sivec*

*Chef médias et communication DDC*

*(De l'allemand)*



Albert Viazzi / Still Pictures

## Profession : éleveuse de moustiques

(jls) Veuve et mère d'un garçon, l'Ivoirienne Angélique Konan subvient à ses besoins en pratiquant une activité insolite : elle élève des moustiques, vecteurs du paludisme, pour les vendre à des laboratoires de recherche. Cette quinquagénaire vit à 25 km au nord de Yamoussoukro, la capitale ivoirienne. À l'entrée de sa ferme, trois étangs sont remplis de larves et surmontés de nuées de moustiques. Une odeur nauséabonde se dégage de ces excavations, dans lesquelles M<sup>me</sup> Konan jette des fruits avariés, des charognes et d'autres pourritures. Quand un chercheur lui commande des anophèles pour mener à bien ses expériences, l'éleveuse capture les insectes à l'aide d'une passoire, puis elle les garde dans une moustiquaire jusqu'à l'arrivée du client. « C'est plus rentable que d'aller vendre des noix de palme ou des crabes au marché », assure-t-elle. Les laboratoires et instituts de recherche y trouvent également leur compte, eux qui devaient auparavant rémunérer des

équipes de collecteurs pour assurer leur approvisionnement.

## À propos du chocolat

Saviez-vous que...

...selon l'Organisation internationale du cacao, environ 14 millions de personnes dans le monde participent directement à la production de cacao ?

...que l'économie de quelques pays d'Afrique occidentale dépend largement de cette production ? Les revenus du cacao représentent ainsi plus de 40% des recettes d'exportation en Côte d'Ivoire et 33% au Ghana. ...du cacao destiné au commerce équitable est produit par des coopératives regroupant au total 42 000 paysans dans huit pays (Ghana, Cameroun, Bolivie, Costa Rica, Nicaragua, République dominicaine, Équateur et Belize) ?

...selon l'Association européenne de libre-échange (AELE), seuls 5% des revenus du chocolat sont versés aux cultivateurs de cacao, tandis que les intermédiaires et l'industrie du chocolat en encaissent environ 70% ?

...quelque 45 000 tonnes de cacao ont été produites selon les principes du commerce équitable en l'an 2000, mais que seules 1500 tonnes ont pu être vendues à un prix équitable ?

...l'Afrique occidentale est la ré-

gion du monde qui a produit le plus de cacao au cours des 60 dernières années ? Actuellement, elle produit plus de 67% du cacao récolté sur la planète. La Côte d'Ivoire à elle seule alimente 43% du marché mondial. ...90% du cacao mondial est cultivé dans de petites exploitations familiales dont la superficie ne dépasse pas 5 hectares ?

Source : [www.globalexchange.org](http://www.globalexchange.org)

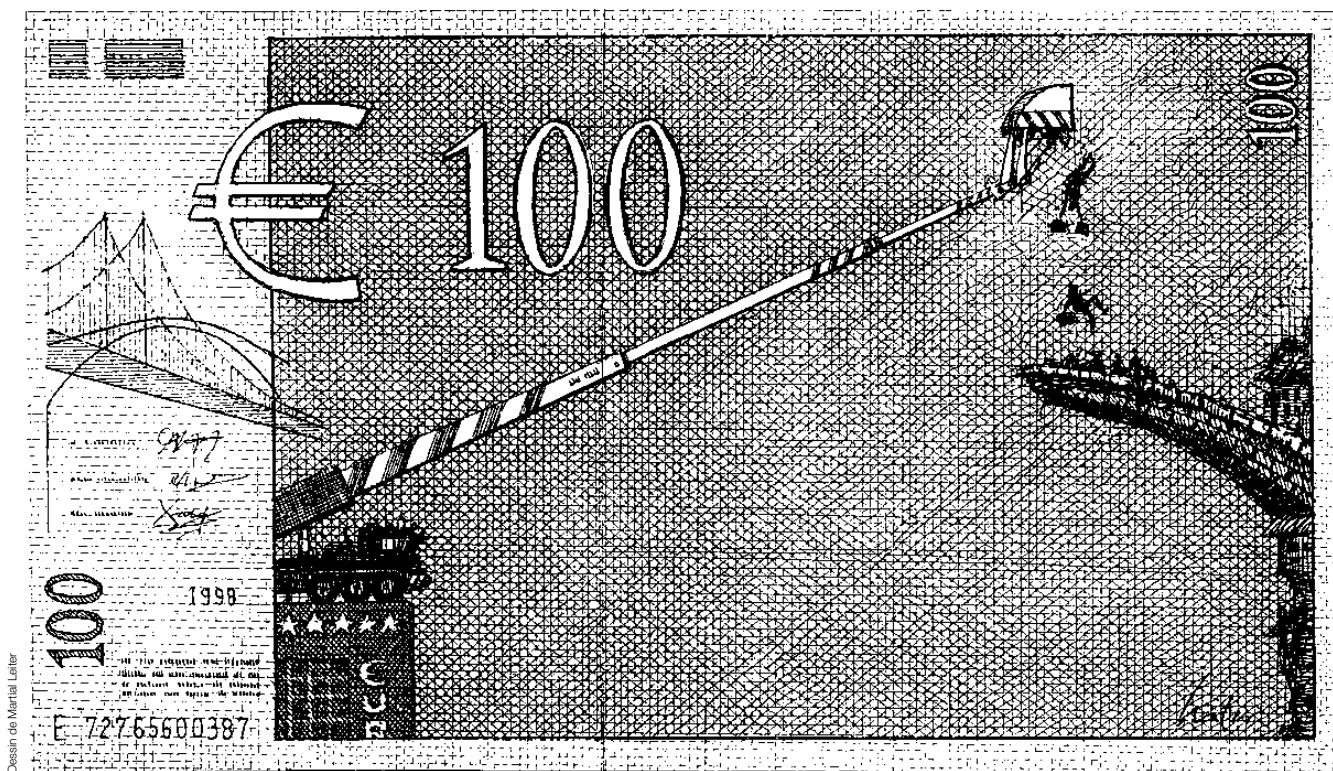
## Poissons de l'an 2020

(bf) Ces 20 prochaines années, l'industrie de la pêche progressera surtout dans les pays en développement et l'essentiel de sa croissance sera dû à l'essor de la pisciculture. Telle est la conclusion d'une étude réalisée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), basé à Washington, et par le Centre mondial du poisson. Les scientifiques prévoient que les pays en développement consommeront alors 77% du poisson pêché ou élevé sur la planète, et qu'ils assumeront 79% de la production mondiale. La croissance démographique, l'urbanisation et l'amélioration du niveau de vie augmenteront en effet la demande de protéines animales dans ces pays. L'étude prévoit également que d'ici 2020, environ 40% des poissons consommés proviendront de centres d'élevage et que la production piscicole aura doublé. Meryl Williams, directrice générale du Centre mondial du poisson, demande que l'on prenne dès à présent les mesures nécessaires afin que cette expansion s'avère équitable pour les habitants des pays en développement et durable pour l'environnement. Elle préconise avant tout l'élaboration d'une politique piscicole commune et l'octroi d'une aide technique aux petits exploitants. Cela leur permettra de respecter les réglementations environne-



Ron Gling / Still Pictures





## Echanges



mentales tout en garantissant la sécurité alimentaire.

[www.ifpri.org](http://www.ifpri.org)

### Révolution foncière à Maganfesso

(jls) Au Burkina, comme dans de nombreux autres pays du Sahel, les femmes ne peuvent pas être propriétaires de la terre, qui se transmet aux seuls héritiers masculins. Près de 89% des femmes burkinabé participent aux travaux agricoles, mais elles sont

considérées comme de la main-d'œuvre dans l'exploitation familiale. Depuis 2000, le hameau de Maganfesso, à environ 40 km de Bobo-Dioulasso, est en train de rompre avec le droit foncier traditionnel. Suite à des forums de discussion sur l'accès à la terre, les hommes ont accepté de céder du terrain à leurs épouses et se sont engagés à ne jamais les en déposséder, même en cas de divorce. Aujourd'hui, un tiers des femmes mariées possèdent leur

propre champ et y cultivent de l'arachide. Les rendements de ces parcelles ont doublé, voire quintuplé. Et les revenus des paysannes ont augmenté. « Nous pouvons désormais acheter nos propres habits et ceux de nos enfants », se réjouit Safi Traoré, détentrice d'une parcelle de 1,5 hectare.

### Deux bécanes pour surfer

(bf) Dans le petit village de Phon Kham, au Laos, les paysans peuvent désormais interroger le réseau Internet pour connaître le prix auquel ils pourront vendre leur riz sur le marché de la ville la plus proche, située à 30 km de chez eux. L'opération exige toutefois le concours de deux personnes. L'une s'installe devant l'écran et l'autre pédale sur un vélo pour actionner la génératrice qui fournit l'électricité nécessaire à l'ordinateur. Phon Kham ne disposant ni de courant électrique ni de raccordements téléphoniques, les ingénieurs de

la fondation laotienne Jhai ont en effet mis au point le premier ordinateur du monde qui est mû par une bicyclette. Les villageois peuvent ainsi établir des liaisons sans fil avec Internet. Les signaux transmis sont acheminés jusqu'aux opérateurs du chef-lieu par un relais d'antennes fixées sur les toits des maisons, les châteaux d'eau ou les arbres. Une minute de pédalage produit l'équivalent de cinq minutes d'électricité. L'ordinateur supporte même les conditions climatiques difficiles de cette région où la mousson dure quatre mois. Et il coûte un tiers de ce que vaut un ordinateur solaire. Grâce à Internet, la nouvelle a tôt fait de se propager à travers le monde, de sorte que la fondation Jhai a déjà reçu des demandes en provenance du Pérou, du Chili et d'Afrique du Sud.

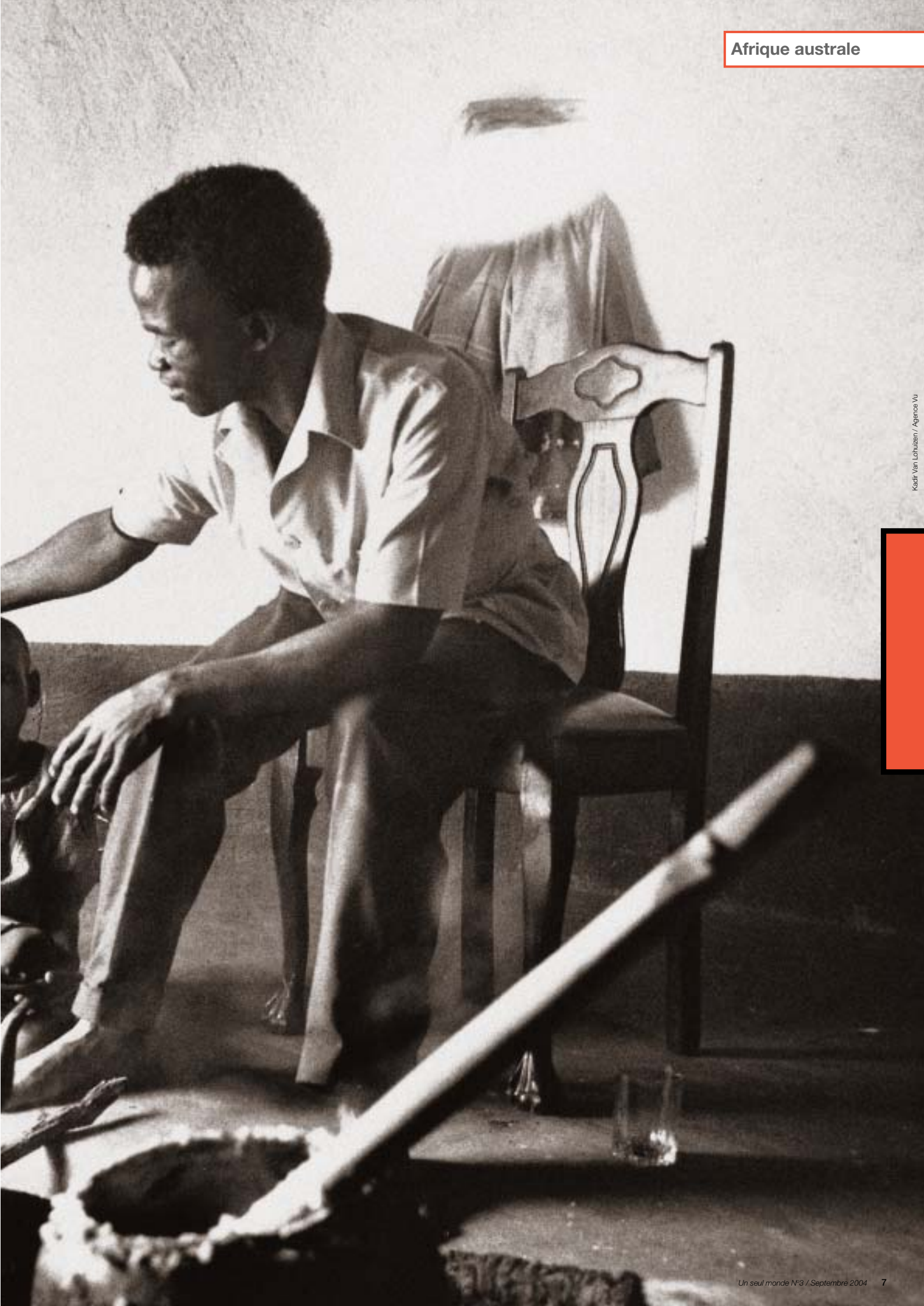
[www.jhai.org](http://www.jhai.org)



# Un voisin menaçant devenu messenger de paix

Depuis les premières élections générales de 1994, l'Afrique du Sud a réalisé des progrès impressionnants et elle est devenue la première puissance de la région. Le gouvernement de Pretoria travaille maintenant à l'intégration en Afrique australe et sur tout le continent africain. Parallèlement, il s'efforce de combattre pauvreté, sous-développement, chômage, sida et criminalité à l'intérieur de ses frontières. De Jean-Pierre Kapp\*.









Jonathan Kaplan / Still Pictures

**Durban, Afrique du Sud**

### **L'espoir se nomme Johannesburg**

Pour beaucoup d'Africains, l'Afrique du Sud et Johannesburg symbolisent travail et prospérité. Chaque année, des dizaines de milliers d'immigrants en provenance de nombreux pays africains affluent dans la métropole et déferlent sur le marché de l'emploi local. La plupart des immigrants illégaux sont originaires du Zimbabwe. Le gouvernement sud-africain estime à 2 ou 3 millions le nombre de Zimbabwéens qui vivent actuellement en Afrique du Sud. La police fait souvent des rafles afin de refouler les clandestins, sans toutefois obtenir de grands résultats, car ces derniers reviennent généralement en Afrique du Sud quelques semaines plus tard. Les différences de salaire sont si grandes que les intéressés ne se laissent pas décourager par des amendes ou des expulsions. Étant donné la dépréciation du dollar zimbabwéen, un ouvrier non qualifié de ce pays gagne en Afrique du Sud plusieurs fois ce qu'il toucherait chez lui. S'il parvient à effectuer chaque mois un virement bancaire de 500 rands (environ 100 francs), il peut faire vivre sa famille restée au Zimbabwe.

Légèrement embarrassé mais fier, Laurence Buthelezi montre la bouteille de vin rouge posée sur la table : « C'est le premier vin de ma fabrication, un Syrah 2002 », lance-t-il. On peut lire le mot *Tutuka* (progress) au-dessous du guerrier zoulou qui orne l'étiquette. M. Buthelezi en a produit 500 bouteilles dans une petite cave de la zone industrielle du Cap, qu'il partage avec Jean-Vincent Ridon. En 1998, le vigneron français a commencé à faire du vin dans cet ancien entrepôt. C'est lui qui a appris le métier à son collègue sud-africain.

Le nom de *Tutuka* exprime parfaitement ce que Laurence Buthelezi ressent à propos de l'évolution observée durant la décennie écoulée : sans l'abolition de l'apartheid et la démocratisation du pays, il n'aurait jamais pu devenir viticulteur. En 1994 encore, ce Noir originaire de la province du Kwa Zulu-Natal n'osait même pas imaginer qu'il serait un jour à la tête de sa propre exploitation. Au cours des prochaines années, il espère porter sa production à 2500 bouteilles. Cela devrait lui permettre, dit-il, de gagner suffisamment d'argent et d'agrandir son entreprise.

### **L'ouverture, facteur de réussite**

L'abolition de l'apartheid et les premières élections générales de 1994 ont apporté la liberté et l'égalité des droits non seulement à Laurence Buthelezi, mais également à des millions de Noirs, de métis et d'Indiens. Simultanément, la constitution du premier gouvernement noir, sous la présidence de Nelson Mandela, a marqué le début d'un processus de réconciliation nationale, qui fut remarquable et sans précédent dans l'histoire. En accordant l'amnistie pour la plupart des crimes commis durant la période d'apartheid, on a pu construire pacifiquement une nouvelle nation et éviter le bain de sang que beaucoup redoutaient.

Le gouvernement de Mandela a respecté le statu

quo dans le domaine économique, ce qui a sensiblement limité l'émigration des Blancs au bénéfice d'une formation universitaire et de ceux qui occupaient des fonctions dirigeantes dans l'économie. Ainsi, les conditions étaient créées pour un rétablissement économique de l'Afrique du Sud. La voie choisie par Pretoria – ouverture du pays aux entreprises étrangères, discipline stricte en matière de dépenses et lutte contre l'inflation – a donné en dix ans des résultats étonnants sur le plan macroéconomique. Le déficit budgétaire, qui correspondait à 7,3 pour cent du produit intérieur brut en 1993, est tombé à 1,1 pour cent en 2003. Et l'endettement de l'État a été ramené de 49 pour cent (1993) à 40 pour cent (2003).

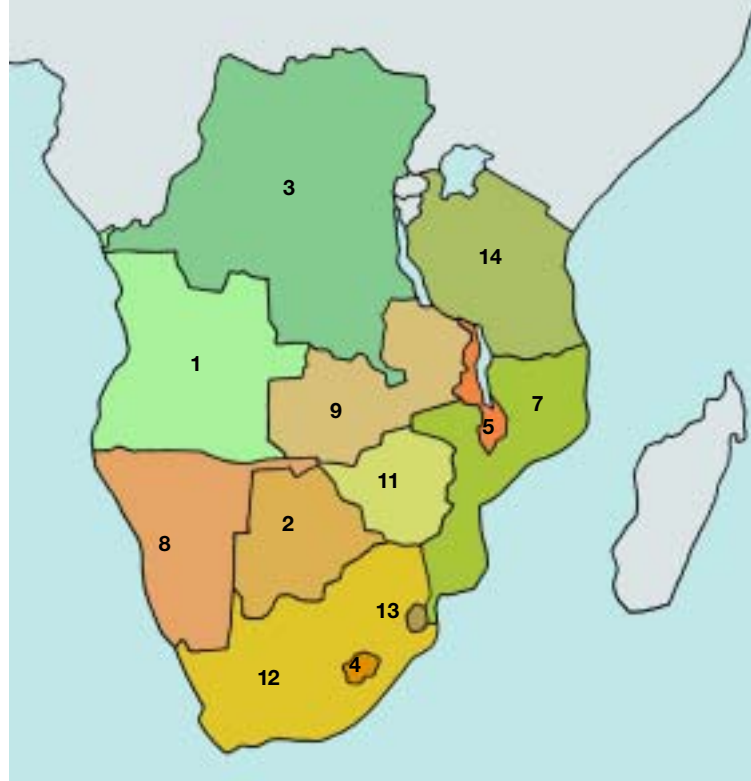
Le pays a réussi à se réinsérer dans le commerce mondial, à améliorer nettement ses résultats statistiques et à dynamiser son économie. Mais il en a payé le prix fort. Les importantes mesures de rationalisation qui ont visé surtout l'industrie minière et l'agriculture ont entraîné la suppression de centaines de milliers d'emplois. Les principales victimes ont été les travailleurs noirs, dont la forma-



**Namibie**

De Sells / Still Pictures





- 1. Angola**, Luanda,  
11 millions d'habitants  
1 246 700 km<sup>2</sup>
- 2. Botswana**, Gaborone  
1,5 million d'habitants  
585 370 km<sup>2</sup>
- 3. Congo (RDC)**,  
Kinshasa  
58,3 millions d'habitants  
2 267 600 km<sup>2</sup>
- 4. Lesotho**, Maseru  
1,9 million d'habitants  
30 355 km<sup>2</sup>
- 5. Malawi**, Lilongwe  
11,9 millions d'habitants  
94 080 km<sup>2</sup>
- 6. Maurice**, Port Louis  
1,2 million d'habitants  
2030 km<sup>2</sup>
- 7. Mozambique**, Maputo  
18,8 millions d'habitants  
784 090 km<sup>2</sup>

- 8. Namibie**, Windhoek  
1,9 million d'habitants  
825 418 km<sup>2</sup>
- 9. Zambie**, Lusaka  
10,5 millions d'habitants  
740 724 km<sup>2</sup>
- 10. Seychelles**, Victoria  
80 000 habitants  
455 km<sup>2</sup>
- 11. Zimbabwe**, Harare  
12,7 millions d'habitants  
386 670 km<sup>2</sup>
- 12. Afrique du Sud**, Pretoria  
42,7 millions d'habitants  
1 219 912 km<sup>2</sup>
- 13. Swaziland**, Mbabane  
1,2 million d'habitants  
17 203 km<sup>2</sup>
- 14. Tanzanie**,  
Dar es-Salaam  
36,5 millions d'habitants  
886 037 km<sup>2</sup>

tion est précaire. Grâce à leur meilleur niveau d'instruction, les Blancs se sont adaptés plus rapidement aux nouvelles conditions régnant sur le marché du travail.

### Réforme foncière et lutte contre le sida

Il en est résulté une nouvelle hausse du taux de chômage, qui se situe maintenant autour de 31 pour cent, selon les sources officielles. Si l'on y ajoute les personnes qui ont abandonné la recherche d'un emploi, il atteint même 40 pour cent. Conséquence de cette courbe ascendante du chômage, le nombre de Noirs souffrant d'une pauvreté extrême a augmenté depuis 1994 au lieu de diminuer, et le fossé économique entre Noirs et Blancs a continué de se creuser.

La situation des Sud-Africains noirs s'est encore détériorée avec l'afflux de main-d'œuvre en provenance des pays voisins. Les immigrants zimbabwéens ont sensiblement augmenté au cours des dernières années. Ils seraient aujourd'hui entre 2 et 3 millions en Afrique du Sud. Mais il est aussi venu beaucoup de Nigériens et d'Angolais, qui se sont installés surtout dans la région de Johannesburg. Les immigrants sont prêts à travailler pour des salaires très bas. Et certains employeurs engagent des travailleurs illégalement pour éviter de verser des prestations sociales.

Le gouvernement a maintenant pris des mesures pour améliorer les chances des Noirs sud-africains sur le marché de l'emploi et faciliter la création d'entreprises détenues par des Noirs. Pour réparer les injustices héritées de l'apartheid dans le domaine de la propriété foncière, il a lancé un programme de restitution et de redistribution des terres. Par ailleurs, le gouvernement a décidé en 2003 de changer sa politique en matière de sida et a commencé de distribuer à grande échelle des médicaments contre ce fléau. Avec quelque 5,3 millions de

personnes séropositives et 500 000 malades du sida, l'Afrique du Sud affiche un des taux les plus élevés du monde. Ces prochaines années, le gouvernement sud-africain investira en outre davantage de moyens dans sa lutte contre la criminalité.

### Résoudre ensemble les problèmes urgents

Parallèlement à sa mue intérieure, la nouvelle Afrique du Sud a tenté de contribuer à la pacification et à l'intégration des pays d'Afrique australe. Après le tournant de 1994, elle jouissait d'un grand respect. Nelson Mandela a voulu exploiter ce capital en offrant ses bons offices dans plusieurs conflits comme celui de l'ex-Zaïre. Autrefois voisin menaçant qui n'hésitait pas à intervenir militairement, l'Afrique du Sud est devenue un pôle stabilisateur de la région.

Alors que Nelson Mandela utilisait surtout son charisme et son prestige pour obtenir des résultats, son successeur Thabo Mbeki mise sur la voie institutionnelle, à savoir le développement ou le renforcement des structures existantes, ainsi que la création de nouveaux organes. Il a été soutenu dans cette démarche par les gouvernements des autres pays d'Afrique australe. Le bouleversement politique vécu par l'Afrique du Sud a donné un nouvel essor à toute la région. L'organisation réunissant les anciens «pays de la ligne de front» s'est rapidement transformée en un instrument de développement et d'intégration pour toute la région.

Les États d'Afrique australe l'ont bien compris : c'est seulement en unissant leurs efforts qu'ils parviendront à résoudre les problèmes les plus urgents de la région, à savoir la pauvreté, le sous-développement, le sida, la criminalité, le manque d'eau et la sécheresse. Durant les années précédentes, presque tous ces pays avaient connu la guerre et ses flots de réfugiés. Aucun d'entre eux n'est épargné par

### Partage du pouvoir économique

Le gouvernement sud-africain a lancé le Black Economic Empowerment (émancipation économique des Noirs – BEE) afin de compenser le déséquilibre hérité de l'apartheid, qui caractérise le marché de l'emploi et la propriété d'entreprises. Cette politique oblige les entreprises à accroître le nombre de Noirs parmi leurs cadres, à encourager la formation des catégories autrefois défavorisées (Noirs, mais aussi métis et Indiens) et à céder dans un certain délai des participations à des non-Blancs. Dans le cadre de chartes, les différentes branches de l'économie ont la possibilité de dire elles-mêmes quels objectifs doivent être atteints dans quel laps de temps. Pour accélérer le processus, les contrats publics et certaines licences d'exploitation sont octroyés de préférence aux entreprises qui soutiennent clairement la promotion des Noirs. Le gouvernement a élaboré un système de *score-cards*, qui permet de mesurer les progrès réalisés par chaque entreprise.



Afrique du Sud

australe (SADC), qui a remplacé en 1992 la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) créée en 1980, est parvenue à finaliser en quelques années de nombreux protocoles de coopération entre les quatorze pays de la région. Les principaux accords portent sur la gestion des cours d'eau partagés, la création d'une zone de libre-échange d'ici 2008, l'harmonisation des services financiers ainsi que la coordination des politiques de défense et de sécurité. En outre, une convention sur les parcs naturels transfrontaliers a donné de nouvelles impulsions au tourisme dans la région.

Si ces accords ont pu être adoptés rapidement, leur concrétisation n'a pas suivi à la même cadence. Dans de nombreux domaines, les progrès ont été entravés par des obstacles bureaucratiques, des positions opposées (par exemple dans le cadre du conflit en République démocratique du Congo) et des intérêts économiques parfois très divergents (contrairement aux autres pays de la région, l'Angola réalise une grande partie de ses échanges commerciaux avec le Brésil). Cela a retenu les pays occidentaux d'apporter une aide substantielle à la SADC.

Pour renverser cette tendance et accroître l'efficacité de l'organisation, les pays membres ont résolu entre-temps de la doter de nouvelles structures. Il est notamment prévu de regrouper les différents



Mozambique

l'épidémie de sida, ni par les périodes récurrentes de sécheresse, qui provoquent des pénuries non seulement d'eau, mais aussi de denrées alimentaires et de semences. Et tous ces pays sont conscients du fait que la croissance économique, indispensable pour sortir de la pauvreté, ne pourra se réaliser qu'en supprimant les barrières commerciales et en adoptant une position commune dans les négociations multilatérales sur les échanges.

### Conflits d'intérêts au sein de la SADC

La Communauté de développement de l'Afrique

secteurs du développement au sein de quatre directions, qui fonctionneront au secrétariat central, à Gaborone (Botswana). Jusqu'à présent, la responsabilité de chacun des secteurs était confiée à un pays donné.

Les années à venir montreront si cette réorganisation a permis d'accélérer sensiblement la mise en œuvre des objectifs de développement et l'intégration des pays membres de la SADC.

Devant la lenteur relative du processus de développement mis en œuvre par la SADC, le gouvernement de Pretoria a plutôt misé dans le domaine



économique sur l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Il s'est attaché ces dernières années à poursuivre le développement de cette organisation qui comprend l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho, le Swaziland et le Botswana. Pretoria passe par cette union douanière pour mener actuellement des négociations visant à conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis et les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Le gouvernement sud-africain espère qu'une issue favorable de ces pourparlers aura un effet stimulant sur les pays de la SADC et accélérera la mise en œuvre de leur propre accord de libre-échange.

### Projet d'une force de paix

Dans le domaine politique, l'Afrique du Sud a élargi à l'ensemble du continent ses efforts d'intégration et de prévention des conflits, qui portaient au départ sur l'Afrique australe. Avec son président Thabo Mbeki, elle a joué un rôle moteur dans la transformation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en Union africaine (UA). Et durant sa présidence de l'UA, M. Mbeki a beaucoup œuvré pour la création de nouveaux organes destinés à apaiser et à prévenir les conflits. Grâce à lui, les pays de la SADC devraient mettre sur pied ces prochaines années une force de maintien de la paix, analogue à celle de la Communauté économique

### Méfiance à l'égard d'une nouvelle puissance

Le gouvernement sud-africain est persuadé que l'Afrique ne surmontera sa crise persistante que si elle parvient à combattre une corruption largement répandue et si les dirigeants de tous les États rendent des comptes à leurs citoyens. Les autres pays d'Afrique australe saluent ce point de vue et le partagent. En même temps, l'influence croissante de l'Afrique du Sud suscite un certain malaise. On ne voit pas toujours d'un très bon œil, par exemple, le fait que les entreprises sud-africaines conquièrent des parts toujours plus importantes de marché dans les pays voisins.

Dans certains pays, on considère également avec méfiance l'engagement proclamé par Pretoria en faveur des valeurs démocratiques et de la transparence. De vieux leaders politiques, dont le pouvoir n'a pas toujours été légitimé par des élections vraiment libres, trouvent que les ambitions sud-africaines vont trop loin. Ces réticences ont conduit quelques États, comme le Zimbabwe, à retarder ou à bloquer complètement la mise en œuvre des réformes, sans toutefois rejeter ouvertement la nouvelle politique promue par Pretoria. Ainsi, Robert Mugabe, président du Zimbabwe, a plusieurs fois promis à Thabo Mbeki qu'il entamerait des négociations avec son opposition, mais il est toujours

### Distribution de nourriture

Des périodes de sécheresse affectent régulièrement les pays de la SADC. Selon la direction de la SADC pour l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles, environ 7 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire en 2004. À vrai dire, plusieurs régions ont enregistré en janvier et février une quantité suffisante de précipitations, mais celles-ci sont venues généralement trop tard, car les semis avaient dû être entrepris en novembre et décembre déjà. La sécheresse de 2004 frappe plus particulièrement le Swaziland, le Lesotho, le Malawi, le sud du Mozambique ainsi que l'est et le sud du Zimbabwe. Dans certaines parties d'Afrique du Sud également, le déficit d'eau laisse présager une récolte de maïs inférieure à la moyenne. Les gouvernements du Lesotho et du Swaziland ont décrété ces derniers mois l'état d'urgence. En revanche, la SADC escompte de bonnes récoltes en Angola et en Zambie.



Tanzanie



Zimbabwe

des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces unités seraient placées sous le commandement de l'UA, qui déciderait de leur engagement en cas de besoin.

Thabo Mbeki est également le principal initiateur du programme qui a donné naissance au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (voir aussi page 25). Les pays qui ont adhéré au NEPAD s'engagent à respecter les principes d'une bonne gestion des affaires publiques et à faire preuve d'une transparence accrue dans les domaines économique et politique.

parvenu jusqu'ici à empêcher l'ouverture concrète de tels entretiens. ■

*\* Jean-Pierre Kapp est correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung» (NZZ) pour les pays de l'Afrique australe. Il vit à Hout Bay, près du Cap.*

*(De l'allemand)*

# Une coopération transfronta



Mozambique

## Changement de programme

L'engagement de la DDC en Afrique du Sud remonte à l'époque de l'apartheid. Dans les années 80, elle a appuyé des organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits de l'homme. Après les premières élections démocratiques de 1994, elle a élargi son aide aux institutions gouvernementales et investi 10 millions de francs par an dans un programme spécial. Fin 2004, celui-ci se transformera en un programme régional pour l'Afrique australe, avec une forte composante sud-africaine. La DDC ne sera plus présente dans les secteurs de l'éducation et de la réforme agraire. Ses activités s'articuleront autour de trois axes : la gouvernance, le sida et la gestion des ressources naturelles (eau et sécurité alimentaire). La transition s'opérant progressivement, une partie des actions régionales sont en place depuis 2003.

**En Afrique australe, où quinze cours d'eau sont partagés entre plusieurs pays, seule une coopération transfrontalière permettra de maîtriser les ressources hydriques et d'éviter les conflits. Dans le cadre de son nouveau programme régional, la DDC soutient notamment la gestion conjointe du fleuve Umbeluzi par ses deux pays riverains, le Swaziland et le Mozambique. De Jane-Lise Schneeberger.**

Avec ses 374 km de longueur, l'Umbeluzi ne peut se mesurer à des géants tels que le Zambèze, qui traverse huit pays d'Afrique australe, le Limpopo ou encore l'Orange. Mais ce fleuve a le rare privilège d'alimenter en eau potable deux capitales : à peine formé, il arrose la petite ville de Mbabane et sa course se termine dans la baie de Maputo, une métropole dont la population en hausse rapide atteint déjà 1,2 million d'habitants. Les eaux de l'Umbeluzi sont également mises à contribution par les nombreuses activités économiques qui le jalonnent. Ainsi, la culture de la canne à sucre, qui fournit au Swaziland son principal produit d'exportation, consomme de grandes quantités d'eau. Et le royaume entend augmenter encore sa production de sucre.

Devant l'augmentation soutenue des besoins, le

Swaziland et le Mozambique devaient se doter d'un mécanisme de partage des eaux. Avec l'aide de la DDC, ils ont renforcé les capacités d'une commission conjointe. Ainsi, ils viennent d'engager une gestionnaire, choisie d'un commun accord. La première tâche de cette responsable sera de superviser une étude visant à rassembler toutes les données relatives au fleuve. Ensuite, la commission organisera une large consultation parmi les paysans, les industriels, les communautés locales et les autres groupes concernés.

## Après l'Umbeluzi, le Ruvuma

Dans une phase ultérieure, la DDC appuiera la mise sur pied d'une commission similaire pour le fleuve Ruvuma qui marque la frontière entre le Mozambique et la Tanzanie. « Dans ce cas, la situa-



# lière imposée par la nature

tion est moins urgente, car les populations riveraines sont très clairsemées et pratiquent surtout l'agriculture de subsistance», explique Gerhard Pfister, coordinateur du programme régional de la DDC pour l'Afrique australe.

L'aide suisse s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui s'efforce d'assurer une gestion durable des ressources hydriques de la région. Afin de renforcer les capacités institutionnelles du secrétariat de la SADC dans ce domaine, la DDC met à sa disposition un ingénieur en hydrologie, auparavant rattaché à son programme au Mozambique.

## Gestion partagée

En Afrique australe, l'eau est inégalement répartie dans le temps et dans l'espace, en raison des fortes fluctuations climatiques et de la gestion déficiente des bassins versants. De plus, cette précieuse ressource se raréfie inexorablement : d'ici 2025, la population d'Afrique australe devrait doubler, ce qui fera grimper la consommation d'eau potable, en même temps que les besoins de l'agriculture et de l'industrie. La majorité des pays membres de la SADC connaîtront alors des pénuries durant la saison sèche, un phénomène qui risque de freiner leur développement et de provoquer des conflits. Conscients de ces dangers, ils ont conclu un protocole sur la gestion partagée des cours d'eau. Le texte, en vigueur depuis 1998, prévoit l'harmonisation des législations et la création de commissions réunissant les gouvernements des pays riverains de chaque fleuve. L'un après l'autre, ces organismes transfrontaliers se mettent en place, avec le soutien de différents bailleurs de fonds. Ils devront notamment fixer des clés de répartition équitables des eaux fluviales, arbitrer d'éventuels litiges entre les acteurs et éviter les pollutions.

Les commissions conjointes s'efforceront également de prévenir les catastrophes naturelles. Personne ici n'a oublié les terribles inondations qui ont dévasté le Mozambique en 2000. «Vu le caractère exceptionnel des pluies, ce désastre était inévitable. Mais une meilleure concertation entre les pays aurait permis d'en atténuer les effets. Si des systèmes d'alerte et d'information avaient signalé à temps l'arrivée des crues, la population aurait pu se mettre à l'abri», remarque Gerhard Pfister. Le Mozambique ne partage pas moins de neuf fleuves avec ses voisins. Tous prennent leur source dans d'autres pays et viennent se jeter dans l'océan Indien. Ce pays côtier est donc entièrement dépendant des mesures prises en amont.



Afrique du Sud

## Apprendre entre voisins

Le partenariat avec la SADC dans le secteur de l'eau fait partie du nouveau programme régional de la DDC en Afrique australe. En optant pour la dimension régionale, la DDC entend répondre aux défis transfrontaliers, toujours plus nombreux, qui imposent une coopération entre les États. En plus de l'eau, elle travaillera sur des thèmes comme la bonne gouvernance, le sida et la sécurité alimentaire, qui sont communs à tous les pays d'Afrique australe.

Les échanges entre voisins ne peuvent que favoriser le développement, estime M. Pfister : «Dans notre programme, la région est considérée comme une sphère d'apprentissage mutuel. L'Afrique du Sud dispose d'un grand potentiel, qui profitera aux pays voisins s'il est mis en valeur par le biais de réseaux et de partenariats.» ■

## Moteur économique régional

Le Secrétariat d'État à l'économie (seco) consacre près de 5 millions de francs par an à la coopération économique au développement avec l'Afrique du Sud, dont il entend renforcer le rôle de moteur économique régional. Il soutient le commerce entre les différents pays d'Afrique australe et finance une institution qui renforce leurs capacités en matière de droit commercial international. Le seco s'emploie également à consolider le secteur privé sud-africain et à améliorer la compétitivité des entreprises d'exportation. Ainsi, il favorise l'amélioration des conditions de travail et l'intégration de technologies plus respectueuses de l'environnement. Il contribue au développement de petites et moyennes entreprises. Un fonds de capital-risque finance la création d'entreprises dans le secteur technologique.

# Quatorze pays en quête de solutions communes

Avec l'adhésion de l'Afrique du Sud en 1994, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a connu un nouvel essor. Son directeur général Themba Mhlongo espère que cette organisation régionale pourra compter sur un soutien accru des pays donateurs quand elle aura achevé son processus de restructuration. Outre l'Afrique du Sud, la SADC comprend les pays suivants: Botswana, Namibie, Angola, Mozambique, Zimbabwe, République démocratique du Congo, Tanzanie, Zambie, Malawi, Lesotho, Swaziland, Maurice et Seychelles. Interview de Jean-Pierre Kapp.



Jean-Pierre Kapp

**Themba Mhlongo**, un Sud-Africain âgé de 49 ans, est directeur général de la SADC. Auparavant, il avait été durant cinq ans directeur du Département sud-africain du commerce et de l'industrie (DTI). Il avait été nommé au DTI après avoir occupé pendant plusieurs années une fonction dirigeante au sein du groupe public Industrial Development Corporation (IDC), à Johannesburg.



Penny Tweedie / Still Pictures

À la frontière entre le Mozambique et le Malawi

**Un seul monde: L'abolition de l'apartheid et la transformation pacifique de l'Afrique du Sud ont donné un nouvel élan à la SADC. Quelles sont ses principales réalisations depuis 1994?**

**Themba Mhlongo:** Il est vrai que le changement survenu en Afrique du Sud a contribué de façon décisive à renforcer la SADC. Notre organisation a pu ainsi accueillir en son sein un pays industrialisé dont l'infrastructure et la vitalité profitent à toute la communauté. L'adhésion de l'Afrique du Sud a rendu la SADC plus dynamique, plus prompte à prendre des décisions. Cela s'est traduit par l'adop-

tion, depuis le milieu des années 90, de plusieurs protocoles qui ont largement favorisé l'intégration des pays d'Afrique australe. Je citerais à cet égard les protocoles sur la création d'une zone de libre-échange, l'amélioration des transports et des communications, la création d'une plate-forme pour l'exploitation commune et le développement de nouvelles sources d'énergie, ainsi que sur l'harmonisation des services financiers.

En outre, la SADC a formulé une politique commune en matière de sida et elle s'efforce de garantir l'approvisionnement alimentaire de toute la région. Par ailleurs, elle a commencé d'élaborer une



stratégie commune visant à maintenir la paix et à promouvoir la stabilité politique en Afrique australe. Chaque fois qu'un pays de la région organise des élections, la SADC envoie maintenant des observateurs indépendants. Il est également prévu de créer un parlement régional sur le modèle du parlement de l'Union africaine, et de former une force régionale de maintien de la paix qui interviendrait sur le continent africain.

### Quels sont les plus grands défis qui se posent actuellement à la SADC?

Dans le domaine économique, c'est sans doute l'intégration des marchés qui est prioritaire. La plupart des États d'Afrique australe sont relativement petits, donc faibles. Ils ne peuvent défendre utilement leurs intérêts qu'en agissant ensemble. Ceci est essentiel par exemple pour les négociations menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Sur le plan politique, il faut que les pays de la SADC se rapprochent encore davantage et intensifient leurs efforts pour promouvoir la paix et la sécurité. Les conflits armés en République démocratique du Congo et en Angola ont eu des répercussions dévastatrices sur les populations et sur le commerce régional. Enfin, nous devons rechercher ensemble des solutions pour le sida, la pauvreté et la sous-alimentation, ainsi que pour les problèmes liés à la migration.

sur le terrain. Cette refonte des structures a été très bien accueillie par la communauté internationale. Cela nous porte à espérer que les pays donateurs augmenteront leur aide une fois que le processus de restructuration sera achevé. Plusieurs d'entre eux nous ont déjà laissé entrevoir cette possibilité. La SADC a un besoin urgent de moyens supplémentaires pour lutter efficacement contre la pauvreté, le sida et le manque de denrées alimentaires.

### Outre son combat pour résoudre les problèmes humanitaires, la SADC travaille en même temps à la création d'une union douanière et à l'intégration politique de la région. Ces objectifs ne dépassent-ils pas ses possibilités?

Si nous ne nous fixons pas des objectifs ambitieux, nous n'arriverons à rien. Les problèmes de la région sont à la fois énormes et interdépendants, de sorte que nous ne pouvons pas nous concentrer sur un seul aspect. Avec une aide accrue de la communauté internationale, nous pourrions réaliser de grandes choses. Les structures mises en place ces dernières années par la SADC sont destinées à affronter des problèmes non seulement humanitaires ou économiques, mais aussi politiques. Notre organisation a beaucoup contribué au rétablissement de la paix en République démocratique du Congo et aujourd'hui, elle suit très attentivement la situation au



Zimbabwe



République démocratique du Congo

### La SADC a-t-elle les moyens de surmonter tous ces problèmes?

La SADC est en train de se doter de nouvelles structures, plus efficaces. Jusqu'à récemment, chaque pays membre avait la responsabilité de secteurs déterminés. Avec la nouvelle formule, la coordination des différents secteurs est confiée à quatre directions basées au secrétariat de la SADC, à Gaborone. La centrale a une meilleure vue d'ensemble des besoins globaux de la région. Elle peut ainsi mieux orchestrer la réalisation des programmes et exploiter des synergies. Les différents pays restent responsables de la mise en œuvre concrète

Zimbabwe. Mais il n'est pas question pour la SADC de décréter des sanctions: nous ne resterons une communauté qu'en essayant de résoudre nos problèmes sans confrontation. L'Union européenne elle-même n'a jamais prononcé de sanctions contre l'un ou l'autre de ses membres. ■

(De l'allemand)



REA / laif

# Un pays écartelé en

**La pauvreté qui frappe les Ukrainiens est certes accentuée par le chômage, l'émigration, l'absence de perspectives et la corruption. Pourtant, l'espoir subsiste: treize ans après avoir accédé à l'indépendance et fait son entrée sur la scène politique de l'Europe, l'Ukraine est devenue un État à part entière. De Max Schmid\*.**

Un vent froid balaie la plaine. À l'horizon, on aperçoit les derniers immeubles en préfabriqué de Charkiv, la deuxième ville d'Ukraine, située dans l'est du pays. Il n'y a personne loin à la ronde, hormis Galina Ivanovna qui cultive son champ. «L'an dernier, je m'en suis occupée trop tard», remarque cette femme de 72 ans, appuyée sur sa bêche. «Je voulais donc m'y mettre à temps cette année.»

Galina Ivanovna a travaillé pendant 40 ans comme ingénieure à l'Institut de métallurgie de Charkiv. Sa rente de vieillesse – l'équivalent de 40 francs suisses par mois – ne lui suffit pas pour vivre. C'est pourquoi elle cultive des pommes de terre et des légumes sur l'une de ces parcelles de 60 mètres carrés que la municipalité a cédées aux citoyens nécessiteux. Elle partage sa récolte avec son fils et sa fille. Eux-mêmes parents, ils n'ont pas d'emploi fixe à l'heure actuelle. Pourtant, tous deux ont bénéficié d'une bonne formation.

Charkiv, qui fut l'un des grands centres industriels

et scientifiques d'Union soviétique, ne s'est pas encore relevé de la chute de l'économie planifiée. Il y a 12 ans, un demi-million d'ouvriers travaillaient dans les usines. Ils ne sont plus que 300 000 aujourd'hui. On estime que le chômage caché atteint un taux de 40 pour cent. Beaucoup d'habitants ont émigré, d'autres tentent leur chance dans le commerce ambulancier, comme les enfants de M<sup>me</sup> Ivanovna. Les couloirs du métro sont peuplés d'anciens ouvriers ou scientifiques qui proposent toutes sortes de marchandises: chewing-gum, citrons, journaux, etc.

## Chute de la démographie

La pauvreté affecte une grande partie de la population. Une famille moyenne doit consacrer presque deux tiers de ses revenus à la nourriture. De plus, il est frappant de constater à quel point les jeunes qui vivent en province sont privés de perspectives d'avenir.





Pro Press / laif

# tre l'Est et l'Ouest

C'est notamment le cas à Kirovograd, dans le centre du pays. Stepan, 24 ans, a terminé ses études à l'École technique, mais il ne trouve pas de travail correspondant à sa formation. « Ici, c'est la désolation, j'envie tous ceux qui sont partis », dit-il. Nombre de jeunes se réfugient dans la drogue. Stepan récupère du vieux métal dans les décombres des anciennes usines soviétiques. L'achat et la vente de ferraille sont certes contrôlés par la mafia, mais cette activité

a tenté d'engager durablement le pays sur la voie des réformes, mais il a été renversé quinze mois plus tard. Aujourd'hui, cet homme porte l'espoir de l'opposition démocratique aux élections présidentielles de l'automne 2004.

## Séparées par un « rideau de papier »

À Ternopol, dans l'ouest de l'Ukraine, le taux de chômage dépasse 50 pour cent. Pourtant, certains



Gazeta / Agence Vu (3)



lui rapporte plus que le salaire mensuel de 100 francs qu'il toucherait, dans le meilleur des cas, s'il avait un emploi régulier à Kirovograd. Cette crise économique a des conséquences sur la courbe démographique : la population ukrainienne diminue chaque année de 300 000 âmes, en raison de l'émigration, de la mortalité élevée et de la faible natalité. En 2001, le premier ministre Viktor Iouchtchenko

indicates montrent que l'argent circule. Il vient de l'étranger. Les jeunes gens, mais aussi de plus en plus de jeunes filles, quittent la ville pour trouver du travail – le plus souvent au noir – en Europe centrale, occidentale, ou en Russie. Les premiers s'engagent sur les chantiers ou dans l'agriculture, les secondes travaillent comme filles au pair ou prostituées. Dans bien des villages, la moitié de la population active a





Back / laif

## L'objet de tous les jours

### Le salo, lard ukrainien

« Chaque nation a quelque chose qui la rend heureuse, même dans les pires circonstances », affirme l'écrivain ukrainien Andreï Kourkov. Pour lui, c'est sans aucun doute possible le lard, ou *saló*, qui joue ce rôle en Ukraine. Le véritable lard ukrainien doit avoir une épaisseur de six à dix centimètres et être dépourvu de viande maigre : juste de la graisse pure et blanche. Après avoir tué les porcs et brûlé leurs soies, on découpe des morceaux de lard, on les enrobe de sel, de poivre et d'ail, puis on les laisse reposer une quinzaine de jours à la cave dans une caisse en bois. Lorsqu'un Ukrainien part en voyage, il emporte toujours un gros morceau de *saló* (aujourd'hui emballé dans une feuille d'aluminium). Le lard a aussi sa place dans les réceptions organisées par les ambassades d'Ukraine : de fines tranches de *saló* garnissent alors des petits pains disposés sur des plateaux d'argent. On dit que les Ukrainiens, fort avisés, se seraient tournés vers l'élevage du porc après avoir subi des razzias tatares et turques. Cet animal impur ne suscitait pas la convoitise des pilliers musulmans.

émigré, car c'est souvent le seul moyen de nourrir une famille.

Depuis l'élargissement de l'Union européenne (UE) à l'Est, l'Ukraine est séparée de la Pologne par un « rideau de papier ». Dans la partie occidentale du pays, qui n'a été rattachée à l'Union soviétique qu'après la Seconde Guerre mondiale, les habitants ont le sentiment de se trouver une fois de plus du mauvais côté de la frontière. Car l'espoir d'adhérer à l'UE – bien plus vivace dans l'ouest que dans l'est du pays – ne deviendra pas réalité avant plusieurs décennies. Tandis que l'Ukraine occidentale rêve d'une grande Europe réunissant l'Est et l'Ouest, l'Ukraine orientale, où l'on parle surtout le russe, demeure invariablement tournée vers l'Est.

Il faut néanmoins constater que l'Ukraine a réussi sa formation en tant qu'État, balayant les craintes qui avaient été formulées lors de son accession à l'indépendance, en 1991. Pour Gerhard Simon, de l'Université de Cologne, il n'y a plus de doute : « On ne se demande plus aujourd'hui si l'Ukraine restera un État à long terme, mais quel genre d'État elle deviendra. »

## Vifs débats sur la Constitution

Les structures internes de l'Ukraine sont encore loin d'être consolidées. Preuve en est le vif débat suscité ces derniers mois par une modification de la Constitution, que le président Leonid Koutchma voulait faire voter afin de continuer à exercer une influence directe sur la politique après son mandat. Le projet ayant capoté au Parlement, les élections présidentielles de cet automne poseront les nouveaux jalons du développement de l'Ukraine.



Gazeta / Agence Vu

Leonid Koutchma a renoncé à se porter candidat, bien qu'un tribunal complaisant lui ait accordé le droit de briguer un troisième mandat, contrairement à ce que prévoit la Constitution.

Le résultat du scrutin fixera le sort du pays : soit on maintient le statu quo, c'est-à-dire une symbiose malsaine entre la politique, l'économie et le pouvoir des « clans » ; soit de nouveaux dirigeants font progresser la modernisation de l'État, de la société et de l'économie. ■

*\* Max Schmid est correspondant de la radio suisse allemande DRS dans les pays de l'ex-Union soviétique. Il vit et travaille à Moscou.*

*(De l'allemand)*



Tesarek / laif



# La Suisse et l'Ukraine

## Eau, forêts et personnel pénitentiaire

(bf) Les premiers projets bilatéraux de la Suisse en Ukraine remontent à 1996. La DDC et le seco possèdent depuis 2000 un bureau de coopération commun à Kiev. La coopération se concentre sur trois grands thèmes: la bonne gouvernance, le système de santé et l'exploitation durable des ressources naturelles. Ces thèmes correspondent aux domaines présentant les besoins de réforme les plus urgents. Ils constituent aussi les champs d'activités dans lesquels la Suisse peut offrir un savoir-faire spécifique, par exemple en ce qui concerne la mise en place d'institutions transparentes et proches des citoyens. Les projets sont réalisés en collaboration avec des organisations internationales (PNUD) et avec des partenaires locaux issus de l'administration étatique ou de la société civile (ministères de la santé et de la justice, organisations non gouvernementales). Pour 2004, la DDC dispose d'un budget de 6,7 millions de francs et le seco de 3,6 millions. Voici un aperçu de leurs activités dans les domaines prioritaires de la coopération:

**Gouvernance et État de droit:** Le programme vise surtout à renforcer les institutions judiciaires et le personnel pénitentiaire par une amélioration de la formation. Un soutien à des ONG contribue en outre à consolider la société civile.

**Santé:** Il s'agit de moderniser les infrastructures sanitaires et le réseau d'adduction d'eau en Crimée, région peuplée par des minorités. Par ailleurs, le programme soutient la réforme sanitaire dans le domaine de la néonatalogie, la certification de produits biologiques et la formation des travailleurs sociaux, afin d'améliorer les prestations offertes à la population.

**Exploitation des ressources naturelles:** Les projets portent sur une exploitation durable des forêts, la prévention des catastrophes naturelles, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable (aide humanitaire) et la livraison d'installations destinées au traitement de l'eau (seco).

L'aide humanitaire de la DDC mène divers projets dans la région de Tchernobyl. Après les inondations de 1998, elle a conçu un programme de prévention des catastrophes naturelles, plus particulièrement axé sur les crues. Ce programme inclut également la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie, autres pays riverains du bassin versant à surveiller. Des barrages ont été édifiés. Des maisons détruites ont été reconstruites avec l'aide du Corps suisse d'aide humanitaire.

### Faits et chiffres

#### Capitale

Kiev (2,6 millions d'habitants)

#### Superficie

600 000 km<sup>2</sup>

#### Unité monétaire

Hryvnia

#### Population

48 millions d'habitants

#### Groupes ethniques

Ukrainiens: 78%  
Russes: 17%  
Minorités: Biélorusses, Moldaves, Tatars de Crimée, Hongrois, Roumains

#### Langues

L'ukrainien, langue officielle depuis 1995, prédomine dans l'ouest du pays, tandis que le russe est la langue principale dans la partie orientale et en Crimée (où l'on parle aussi le tatar).

#### Religion

Grande majorité de chrétiens orthodoxes (répartis en trois confessions). L'Église gréco-catholique d'Ukraine (catholiques de rite byzantin) est présente surtout en Ukraine occidentale.

#### Matières premières

Minéral de fer, charbon, manganèse, gaz naturel, pétrole, sel

#### Produits d'exportation

Métaux divers, pétrole, produits chimiques, machines, denrées alimentaires

## Repères historiques

**9<sup>e</sup> siècle** Fondation de la principauté de Kiev.

**988** Volodymyr le Grand, prince de Kiev, se convertit au christianisme byzantin et fait baptiser la population de son État.

**1239** Les Mongols conquièrent Kiev.

**14<sup>e</sup> siècle** La Lituanie repousse les Mongols.

**1569** L'Union de Lublin, scellée entre la Lituanie et la Pologne, consacre la domination polonaise sur presque tout le territoire ukrainien.

**1595** Une partie du clergé orthodoxe rejoint l'Église catholique. Début de l'Église unifiée.

**1667** Après la guerre russo-polonaise, l'Ukraine reste polonaise jusqu'au Dniepr, mais les territoires situés à l'est du fleuve sont placés sous l'autorité de la Russie.

**1772** La Galicie est rattachée à l'empire des Habsbourg.

**1793** À la suite du partage de la Pologne, la partie de l'Ukraine située à l'ouest du Dniepr est également attribuée aux tsars.

**19<sup>e</sup> siècle** Apparition de mouvements nationalistes en Galicie puis dans la partie russe, où la langue et la culture ukrainiennes sont opprimées.

**1918** Après la Révolution d'octobre, l'Ukraine proclame son indépendance.

**1922** L'Ukraine devient une république soviétique.

**1932-34** La famine-génocide ordonnée par Staline fait 6 millions de morts.

**1939** L'Ukraine occidentale est absorbée par l'URSS.

**1940** Invasion par les troupes nazies. Extermination massive des juifs ukrainiens.

**1986** Catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

**1989** Fondation du Ruch, mouvement pour la promotion de la Perestroïka.

**1990** Premières élections partiellement libres. Grand succès du Ruch.

**24.8.1991** Déclaration d'indépendance.

**1.12.1991** En votation populaire, 91% des Ukrainiens se prononcent pour l'indépendance. Leonid Kravtchouk est élu à la présidence.

**1992-1994** Aggravation de la crise économique.

**1994** Leonid Kouchma remporte l'élection présidentielle.

**1995** Accord avec la Russie sur le partage de la flotte de la mer Noire; adhésion au Conseil de l'Europe.

**1996** Transfert des dernières armes atomiques vers la Russie.

**1999** Réélection de Leonid Kouchma.

**2000** Fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

**2001** Manifestations de protestation contre le président Kouchma, soupçonné d'être mêlé à l'assassinat d'un journaliste.

**2002** Élections parlementaires. Les partis d'opposition gagnent du terrain.



# Kano va manquer d'air dans sa forteresse



**Olexander Pelin**, 46 ans, est sociologue et occupe la chaire de travail social à l'Université nationale d'Uzhgorod. Il considère que la région de Transcarpatie, centre géographique de l'Europe, est l'endroit idéal pour procéder à des études à caractère mondial. Sa dernière publication est consacrée à la politique mondiale et aux relations russo-ukrainiennes. Elle se trouve en version russe sur le site Internet : [www.whoiswho.ru](http://www.whoiswho.ru)

Il est une question que je me pose et que je pose souvent à mes connaissances : pourquoi les uns – individus ou nations entières – s'intéressent-ils davantage à ceux qui leur ressemblent, tandis que les autres sont au contraire plutôt attirés par leur contraire ? Voici comment je m'explique ce phénomène : l'attirance vers la similitude reflète la réaction face à une peur ; à l'inverse, l'intérêt que l'on éprouve pour son opposé correspond à un défi dynamique.

Ceux qui bâtissent aujourd'hui la « forteresse européenne » se regroupent entre semblables. Ils tiennent l'Ukraine à l'écart en dressant des barrières de visas. La stratégie actuelle de l'Europe n'est pas une invite, mais une réponse des Européens à leurs propres peurs.

Mes recherches sur la dynamique des relations inter-ethniques dans la région de la Transcarpatie et de l'Ukraine permettent de comprendre l'origine d'erreurs commises à l'échelle planétaire. La principale difficulté réside dans la transition entre des fragments d'observations scientifiques et une vision globale à caractère souvent ésotérique. À notre époque, il apparaît sans doute archaïque, voire ridicule, de vouloir réduire un modèle scientifique au modèle antique des quatre éléments.

Les métaphores du modèle antique n'en méritent pas moins notre attention, car elles facilitent la compréhension. Selon ces métaphores, les Européens rationnels et dynamiques correspondent au feu (Kano), tandis que les peuples de l'Est, émotionnels et statiques, sont associés à la glace (Isa). Les interactions entre le feu et la glace ou l'eau (Lagus) reflètent très bien le modèle sociopsychologique des Russes. L'élément qui correspond à l'Ukraine, c'est l'air. Les Ukrainiens, bien plus réchauffés par le feu européen que leurs voisins de l'Est, sont légers comme le vent et anarchiques. Non seulement ils ne représentent aucun danger pour l'élément européen qu'est le feu, mais ils lui sont indispensables. Près de 4 millions d'Ukrainiens, dont plus de 200 000 originaires de Transcarpatie, se « consomment » dans les travaux saisonniers en Europe. Que deviendront-ils lorsque le régime strict de visas sera introduit ? Des chômeurs ressemblant à l'eau froide et calme ? Je ne pense pas que les mesures prévues rendront la forteresse plus sûre. Au contraire, le feu européen, qui a besoin d'une amenée d'air, en sera moins flamboyant.

Le feu réussit plus aisément à chauffer d'énormes quantités d'eau s'il est alimenté par un souffle d'air suffisamment puissant. Et si l'eau n'est pas assez chaude, l'air viendra à manquer. Nul ne conteste que trois des quatre éléments s'unissent pour former un tout. La glace est le quatrième élément chez les

druides. Elle symbolise la statique de l'Est mieux que ne le ferait la terre, élément propre aux cultures méridionales. Toujours selon le modèle antique, la stratégie qui consiste à « réchauffer » les traditions séculaires de l'Est par la dynamique de la civilisation moderne est vouée à l'échec. Cela ne devrait être tenté ni avec des méthodes pacifiques, ni à l'aide de missiles américains Tomahawk.

Pour la Transcarpatie, le problème de la migration illégale prend chaque année des proportions plus importantes. Vouloir stopper le flux des migrants à la frontière se révèle aussi difficile qu'inhumain. Même les tentatives visant à « laisser geler » ou à affaiblir la Russie ne résoudront pas le problème.

Notre monde est bien plus complexe que l'entité formée par les quatre éléments. Pourtant, je suis persuadé que le modèle antique conserve aujourd'hui pour la communication mondiale toute la validité qu'il avait il y a des millénaires. Ce n'est pas derrière les murailles d'une forteresse que le monde trouvera une véritable sécurité, mais bien plutôt dans l'équilibre de ses différentes composantes. Les architectes de la nouvelle maison européenne doivent comprendre que l'avenir de notre planète repose en grande partie sur les peuples européens, en tant que représentants dynamiques de l'humanité. De ce point de vue, l'Europe a besoin de l'Ukraine au même titre que l'être humain a besoin d'air pour respirer. ■

*(De l'allemand)*







## À l'écart des projecteurs

L'Afrique du Sud et toute la région – de l'Angola jusqu'à la République démocratique du Congo (RDC) en passant par le Mozambique et le Zimbabwe – ont traversé une période douloureuse. Même si une transformation politique a eu lieu, même si l'apartheid a été aboli, l'économie relancée et plusieurs conflits partiellement apaisés, l'Afrique australe continue de souffrir. Les hostilités en RDC et en Angola ont des répercussions dramatiques sur la région. Sécheresse, sida, pauvreté, sous-alimentation et problèmes de migration restent de sérieux obstacles au développement.

La coopération internationale est plus nécessaire que jamais. Non seulement dans le sens classique de l'aide au développement (donc entre le Nord «riche» et le Sud «pauvre»), mais aussi dans celui d'une véritable coopération entre États voisins qui s'emploient à promouvoir ensemble leur développement aussi bien national que régional. L'exemple sud-africain montre qu'une telle coopération peut avoir un rayonnement positif sur tout le continent.

C'est d'ailleurs de cette manière que la Suisse, grâce notamment à ses expériences positives du fédéralisme, conçoit depuis toujours la coopération au développement. Sa longue tradition humanitaire le démontre, de même que son engagement en faveur d'organismes internationaux comme le CICR, de diverses œuvres d'entraide ou d'organisations onusiennes. Cet engagement requiert un travail de longue haleine, opiniâtre, ciblé, patient et lucide. Il conduit rarement vers des succès rapides qui sont surtout destinés à occuper les grands titres de la presse quotidienne.

Mais avec le temps, cette façon de pratiquer la coopération au développement donne des résultats, en Afrique du Sud comme ailleurs. Dès le début de

son action dans ce pays, la Suisse a travaillé à la promotion des droits de l'homme. Aujourd'hui, elle soutient notamment la bonne gouvernance et l'utilisation judicieuse des ressources hydriques, plus précisément la gestion délicate des fleuves internationaux, qui est une source potentielle de conflits. La coopération transfrontalière est ici indispensable.

Le plus grand pays d'Afrique, le Soudan, a lui aussi besoin de la coopération internationale. Il lui faut bien davantage que l'aide humanitaire fournie à court terme par de nombreux pays, dont la Suisse. Le voyage au Soudan de la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, en juin dernier, a d'ailleurs prouvé une fois de plus que la Suisse prend au sérieux ses engagements à court comme à long terme et qu'elle entend faire un usage pertinent de ses moyens limités sur la base d'informations recueillies sur place.

Cette visite importante était la suite logique d'un processus entamé il y a longtemps et reconnu internationalement. La Suisse joue en effet un rôle moteur et discret dans le processus de paix en cours depuis dix ans au Soudan, agissant là aussi à l'écart des projecteurs médiatiques. Dans le sud et dans d'autres régions du pays, les belligérants sont parvenus à s'entendre sur une forme de fédéralisme proposée par la Suisse. Nous poursuivons sur cette voie. ■

*Walter Fust  
Directeur de la DDC*

*(De l'allemand)*

# Sur la nouvelle place du

En combinant la radio de proximité avec Internet et d'autres technologies modernes, les Centres multimédia communautaires (CMC) réduisent la fracture numérique et contribuent au développement de régions isolées. À l'issue d'une phase pilote, la Suisse et l'Unesco ont décidé d'implanter ces structures à grande échelle dans trois pays d'Afrique.

## La DDC engagée dès le début

La Suisse a été le premier pays donateur à soutenir le concept des CMC. Après une expérience réussie à Kothmale, au Sri Lanka, l'Unesco a décidé de lancer un programme pilote pour le développement de ce modèle sur trois continents. Avec une contribution de 1,5 million de francs, la DDC a financé plus de la moitié des 40 centres créés entre 2001 et 2003. Un montant identique a été investi dans la deuxième phase de ce programme (2004-2006), qui vise à élargir les centres pilotes et à développer de nouveaux services, comme l'enseignement à distance. Parallèlement, la DDC s'est associée à l'Unesco pour lancer le déploiement à grande échelle des CMC au Mali, au Mozambique et au Sénégal. Elle consacrera 3 millions de francs à cette initiative, qui a été annoncée en décembre 2003 à Genève, lors du Sommet mondial pour la société de l'information.



(jls) Le flash d'information de Radio Jamana est très attendu par les cultivateurs de coton et les éleveurs de Koutiala, ville située à 420 km de Bamako, la capitale malienne. Diffusé à 18h00 en minianka et à 18h30 en bambara, il leur fournit les dernières prévisions météorologiques, assorties de conseils agricoles. Chaque jour, ce bulletin est transmis de Bamako au Centre multimédia communautaire (CMC) de Koutiala par courrier électronique.

Comme les 40 autres CMC pilotes créés à ce jour par l'Unesco en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes, celui de Koutiala réunit dans un même bâtiment une radio communautaire et un télécentre polyvalent doté de nombreux équipements: téléphones, ordinateurs raccordés à Internet, scanner, imprimante, fax, photocopieuse, graveur de CD, appareil de photo numérique, relieuse, etc. Selon

le concept imaginé par l'Unesco, le CMC s'appuie sur les radios de proximité pour introduire les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les régions isolées du Sud.

## Services collectifs et individuels

Les journalistes enrichissent leurs émissions en puisant des informations sur Internet. À l'antenne, ils invitent leurs auditeurs à venir consulter sur place d'autres données. Le télécentre répond aux besoins du développement local, en organisant des cours d'alphabétisation ou en produisant des informations en langue locale. Ainsi, un télécentre du Mozambique a créé un CD-Rom sur la prévention du paludisme. En Ouganda, un CD-Rom présente aux femmes différentes activités génératrices de revenus.

La plupart des centres proposent en outre des ini-



# village

tations à l'informatique. Ces formations sont généralement payantes, comme d'ailleurs les prestations individuelles, qui connaissent un grand succès. Les ordinateurs peuvent être loués pour naviguer sur Internet, envoyer des e-mails ou saisir des documents. De petites entreprises s'en servent pour établir leur comptabilité. D'autres clients viennent faire des photocopies, expédier un fax, relier un document, imprimer des cartes de visite ou des faire-part de mariage. Le scanner fait le bonheur de nombreux usagers qui veulent préserver d'anciennes photos.

«Les CMC sont des plates-formes de communication pour la communauté. Ces lieux très animés deviennent peu à peu la place du village. Quelques-uns ont même ouvert un petit restaurant», constate Stella Hughes, responsable de ce programme à l'Unesco.

## Création de 150 nouveaux centres

Fin 2003, la Suisse et l'Unesco ont lancé une initiative pour le développement à plus large échelle des CMC en Afrique. La première étape concerne le Mali, le Mozambique et le Sénégal. Il est prévu d'implanter 50 centres par pays. «Pour exercer un impact réel sur le développement, il faut un réseau assez dense, car les CMC ont une portée très locale. Les centres pilotes joueront le rôle de grands frères», précise M<sup>me</sup> Hughes. Les initiateurs entendent mobiliser un consortium de partenaires nationaux et internationaux autour de ce défi. La contribution suisse permettra de réaliser une vingtaine de CMC par pays.

L'achat des équipements ne représente qu'une petite partie de l'investissement nécessaire. Durant la phase d'accompagnement, qui dure au moins 18 mois, les bailleurs de fonds assurent la formation du personnel, les coûts de fonctionnement et la production de matériel informatique. Ensuite, d'autres sources de financement doivent assurer la pérennité du site. Si les prestations payantes couvrent une partie des frais, les services liés au développement, eux, ne sont guère rémunérateurs pour le CMC. «Il faudra subventionner ces activités, dont les communautés marginalisées ont un besoin crucial», souligne Stella Hughes.

## Connexions perturbées

Les émissions de «radio-surf» seront un autre élément central du passage à grande échelle. Il s'agit d'une technique qui se pratique surtout dans les CMC d'Asie: le journaliste consulte des sites Internet en direct pour répondre aux questions posées par les auditeurs; il est assisté par un spécialiste local, qui vérifie et commente les informations glanées sur la Toile. Cette formule n'a pas encore

percé dans les CMC africains, où la mauvaise qualité des lignes téléphoniques entrave souvent la consultation d'Internet. Ainsi, Radio Jamana n'a pu diffuser jusqu'ici que deux émissions de radio-surf, l'une sur le sida, l'autre sur l'excision des filles. «Notre souci numéro un, c'est la connexion Internet, qui est très lente et souffre de fréquentes interruptions», remarque Mamadou Lamine Sylla, directeur du CMC de Koutiala. Les animateurs de



Reporters / laif

Radio Jamana profitent d'effectuer une recherche lorsque la liaison est bonne, afin de répondre en différé aux questions des auditeurs. «Des leaders communautaires nous téléphonent fréquemment pour connaître le prix des céréales sur les marchés des pays voisins, le cours du coton, ou encore pour se renseigner sur des techniques culturelles», explique M. Sylla. ■

## Analphabètes, mais branchés

Les personnes qui fréquentent les télécentres sont pour la plupart alphabétisées. Ce sont des enseignants, des élèves, des religieux, des commerçants ou encore des fonctionnaires. Mais les CMC veulent aussi mettre les nouvelles technologies à la portée des populations rurales, qui sont en grande partie analphabètes. Ainsi, un paysan qui souhaite communiquer avec son fils émigré a la possibilité de dicter son message électronique à l'animateur du centre. Quand la réponse arrive, celui-ci en fait la lecture au client. L'animateur peut aussi effectuer des recherches sur Internet ou d'autres opérations à la demande d'usagers qui, tout en sachant lire et écrire, n'ont pas de connaissances en informatique.

# De l'ordre dans les archives

Pour vérifier la légitimité d'une propriété, on consulte en principe les archives de l'État... à condition que celles-ci fonctionnent. En Albanie, dix ans après le début des réformes, il reste encore fort à faire pour moderniser les archives nationales.



Norbert Enker / laif

## Le pays le plus pauvre d'Europe

Après la chute du socialisme, aucun autre pays d'Europe de l'Est n'a connu une situation aussi dramatique que l'Albanie. Cette période a en effet été marquée par un exode massif de la population, des troubles sociaux et politiques ainsi qu'une grave crise économique. L'état d'urgence a été décrété en 1997, suite à la faillite de nombreuses sociétés d'investissement. Il est resté en vigueur durant cinq mois. Essentiellement vouée à l'agriculture, l'Albanie reste un des pays les plus pauvres d'Europe. La plupart des terres cultivables ont été distribuées aux paysans et le processus de privatisation est en cours. Le commerce et les prix ont été libéralisés.

(mr) Les archives revêtent une importance cruciale pour la sécurité du droit des citoyens. C'est pourquoi la DDC appuie depuis le milieu des années 90 un projet de modernisation des archives en Albanie. «Lorsque les dossiers d'un registre foncier s'entassent sans ordre précis sur le sol et que nul n'est à même d'attester légalement la propriété d'une maison, ou bien quand une université ne peut plus dresser la liste de ses anciens étudiants, cela peut avoir des conséquences catastrophiques pour les personnes concernées», explique Philippe Monteil, chargé de programme pour l'Albanie. La réalisation du projet est menée par les Archives fédérales suisses en collaboration avec la Direction générale des archives albanaises.

## Les bases légales sont en place

Le projet vise en particulier à assurer le perfectionnement du personnel spécialisé. Du fait que la plupart des actes officiels étaient encore établis à la main avant les réformes, les employés doivent apprendre à gérer un système de classement électronique. Toutefois, leur formation continue inclut aussi l'apprentissage de diverses techniques permettant de

conserver des documents anciens, voire antiques. Comme l'a montré le scandale des fiches qui a secoué la Suisse, la saisie de données personnelles doit reposer sur des bases légales appropriées. C'est pourquoi un expert des Archives fédérales suisses a conseillé la commission parlementaire albanaise chargée d'élaborer la nouvelle loi sur les archives. «L'Albanie possède désormais une des législations les plus modernes d'Europe dans ce domaine», se réjouit Philippe Monteil.

Depuis le lancement du projet, les bâtiments ont fait l'objet d'importants travaux de rénovation : les salles de lecture et les bureaux sont désormais chauffés ; les locaux servant à l'entreposage des documents ont été équipés d'une climatisation et de systèmes de sécurité. Pour que ce service soit proche des clients malgré des possibilités de transport limitées, on a misé sur la décentralisation et entamé la création d'infrastructures régionales. Outre les archives régionales de Tirana, de Durres et de Lushnje, le projet englobe aussi les archives nationales dans la capitale. ■

(De l'allemand)



**La DDC au Comptoir suisse**

(jls) L'Aide humanitaire de la Confédération est l'hôte d'honneur du prochain Comptoir suisse de Lausanne, où elle représente la DDC. Lors de cette manifestation, qui se tient du 17 au 26 septembre, une surface totale d'exposition d'environ 500 m<sup>2</sup> permettra à la DDC de présenter les différents domaines dans lesquels elle intervient. À l'intérieur du Palais de Beaulieu, de nombreux exemples illustreront des sujets comme le trafic d'êtres humains, les programmes de rapatriement, les réfugiés, les enfants des rues, les enfants-soldats, les violences sexuelles utilisées comme arme de guerre ou encore le sida. Sur trois emplacements extérieurs, les visiteurs découvriront les secours d'urgence et la préparation des sauveteurs en cas de séismes, la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale et les pro-

blèmes liés à l'approvisionnement en eau des personnes déplacées. La journée officielle de la DDC, le 18 septembre, portera sur le thème « Crises et médias ». Le 20 septembre, la Chaîne suisse de sauvetage proposera une démonstration de son action. L'Aide humanitaire présentera ses nouveaux défis durant la journée du 25 septembre qui lui est réservée.

**Double casquette à Maputo**

(ahj) Le DFAE poursuit l'exploitation de synergies au niveau des fonctions de direction dans son réseau extérieur: Adrian Hadorn, jusqu'ici coordinateur de la DDC au Mozambique, est désormais également ambassadeur de la Suisse dans ce pays. Il réside dans la capitale, Maputo. Sa nomination ayant reçu l'agrément du gouvernement mozambicain en mai dernier, M. Hadorn a récemment pu revêtir sa nouvelle

fonction. Dans le cas du Mozambique, réunir la gestion des affaires diplomatiques et de la coopération au développement entre les mains d'une seule personne facilite non seulement le dialogue politique avec le gouvernement, mais renforce aussi la position de la Suisse dans la coordination entre donateurs. Adrian Hadorn assure depuis 2001 la coordination des activités de la DDC au Mozambique, un pays prioritaire de la coopération suisse au développement. Il avait jusqu'alors travaillé au sein de la représentation suisse auprès de la Banque mondiale à Washington. Le premier regroupement de fonctions a été opérée en 2003 dans la capitale malgache, Antananarivo: Benoît Girardin, collaborateur de la DDC, est devenu aussi chargé d'affaires à Madagascar.

**Communication de crise**

(juj) Si leur nombre n'augmente heureusement pas de manière exponentielle, les catastrophes naturelles ou humanitaires suscitent des demandes croissantes de la part des médias. Afin de répondre à ces sollicitations, la DDC a mis en place une Task Force Medias, qui combine les effectifs de la division Médias et communication et du Groupe information du Corps suisse d'aide humanitaire. Cette nouvelle structure permettra d'optimiser la communication en situation de crise.

## Au fait, qu'est-ce que le NEPAD ?

(bf) Nombre de pays africains sont confrontés à d'énormes défis sociaux, économiques et politiques. Soucieux de les relever ensemble, les chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont lancé en juillet 2001 le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Cette initiative exprime leur ferme volonté de sortir le continent de la pauvreté et du sous-développement. C'est la première fois que les dirigeants africains s'engagent collectivement dans un processus destiné à promouvoir le développement durable, la démocratie, les droits de l'homme et une gestion responsable des affaires publiques. Le NEPAD a enregistré ses premiers succès: en Angola, en Sierra Leone, en Éthiopie et en Érythrée, des foyers de conflit ont pu être apaisés; au Congo, au Burundi et au Soudan, les efforts de paix se sont accélérés. Par ailleurs, 17 pays participent déjà au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, une réforme qui est appelée à jouer un rôle crucial pour l'ensemble du continent. Enfin, quelques-uns des principaux pays donateurs (notamment les plus grands pays industrialisés membres du G8) ont sensiblement accru leur aide au développement en faveur de l'Afrique.

La Suisse partage et appuie les objectifs du NEPAD, d'autant que la plupart de ses programmes de développement et de coopération vont dans le même sens. Pour soutenir le plan d'action du

NEPAD, elle concentre davantage ses efforts de coopération sur les activités du partenariat et cherche à créer des synergies avec lui. Le secrétariat du NEPAD, basé en Afrique du Sud, est chargé d'appliquer le programme à l'échelle de tout le continent.



L'Africa / bf

# Le prochain Darfour gronde



Gabriela Neuhaus (4)

## Crédits supplémentaires

Le conflit qui couvait depuis un certain temps dans la région du Darfour (ouest du Soudan) a connu une escalade brutale entre l'automne 2003 et le printemps 2004. Les nouvelles de massacres et de déplacements forcés ont secoué le monde, rappelant le génocide du Rwanda. Face à cette catastrophe humanitaire, la Suisse a augmenté massivement son assistance au Soudan : sa contribution à l'aide d'urgence internationale pour le Darfour a été augmentée de 5 millions de francs en 2004, s'établissant à 10 millions de francs. Cet apport a été annoncé lors d'une conférence des donateurs. Il permet à la Suisse de soutenir, tant financièrement que par la mise à disposition de personnel, l'engagement du CICR, du Programme alimentaire mondial (PAM), du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et de diverses organisations non gouvernementales (ONG) suisses.

**Les habitants du Darfour, dans l'ouest du Soudan, étaient déjà victimes de massacres et de déplacements forcés lorsque leur sort a commencé de faire les titres des médias et de susciter des réactions internationales. Tandis que l'attention se focalise sur cette catastrophe humanitaire, un autre conflit sanglant se prépare déjà au Soudan, pays le plus grand d'Afrique. De Gabriela Neuhaus (textes et photos).**

À peine a-t-on quitté les faubourgs de Port-Soudan que la route commence à se perdre dans le sable. Lourdemment chargés, quelques rares camions roulent vers le nord, en direction de l'Égypte, dans la chaleur et la poussière. À mi-parcours, on arrive au village de Modh Gol, tout au bord de la mer Rouge. La tour de guet, construite par les colons britanniques, tombe en ruine ; les cases qui l'entourent ont été assemblées de bric et de broc avec un peu de bois, rare dans la région, et des déchets de la civilisation. Les habitants appartiennent à l'ethnie des Bejas, un peuple nomade installé ici depuis des millénaires avec ses troupeaux de chameaux et de chèvres.

Cette région, habituée aux longues périodes sans pluie, a connu dans les années 80 une sécheresse aux dimensions catastrophiques. Celle-ci a provoqué une famine meurtrière et laissé de nombreuses

familles bejas complètement démunies : la mort du bétail, qui constitue traditionnellement la base de leur existence, les a forcées à renoncer à la vie nomade. Beaucoup de Bejas tentent aujourd'hui de s'accommoder d'une existence sédentaire. Les uns ont gagné les bidonvilles de Port-Soudan, ville dont l'économie a été pratiquement asphyxiée par l'embargo commercial des États-Unis. Les autres sont restés dans le désert et essaient de survivre sans miser uniquement sur l'élevage.

L'organisation de développement africaine Acord apporte une aide à une petite vingtaine de villages, dont Mohd Gol, qui se trouvent dans la province de Halaib. Ses collaborateurs indigènes connaissent bien la misère des habitants : depuis des années, ils entreprennent régulièrement le voyage pénible qui les mènent de Port-Soudan jusqu'à cette région abandonnée de tous. La partie orientale du Soudan



# chez les Bejas



ne semble exister ni pour le régime de Khartoum, ni pour le reste du monde.

## Espoir menacé

«Notre vie s'est améliorée grâce à Acord», raconte une veuve toute de noir vêtue. Avec une douzaine d'autres villageoises et quelques hommes, elle accueille les visiteurs étrangers dans le nouveau centre féminin de Mohd Gol. «Avant, je restais toute la journée à la maison, je préparais du café et j'attendais. Aujourd'hui, nous nous rencontrons quand nous voulons. Et surtout nous essayons d'améliorer ensemble notre existence et de gagner de l'argent», ajoute-t-elle. Mohamed Juckan, chef du village, ajoute son commentaire: «Au début, j'étais totalement opposé à ce que des femmes aient des occupations en dehors de leur maison; mais j'en vois aujourd'hui les effets positifs.»

Ce que la population de Mohd Gol a réalisé ces dernières années, en collaboration avec Acord, a effectivement de quoi impressionner: de vieilles traditions ont été abandonnées pour faire face à la crise et un développement est devenu possible, de sorte que la population, au moins, ne souffre plus de famine aiguë. Aujourd'hui, quelques femmes font de la couture à des fins commerciales, il existe de petits magasins au village, la pêche est devenue plus professionnelle, des plongeurs vont chercher dans la mer Rouge des mollusques qu'ils vendent ensuite au marché comme aliment pour la volaille. De plus, des sages-femmes ont été formées, davantage d'enfants vont à l'école et les filles ne sont plus excisées.

Pourtant les habitants continuent de vivre dans des conditions très précaires et de lourdes menaces pèsent sur leur avenir. Le courageux travail de coopération risque de se perdre dans le sable en raison d'une situation générale défavorable.

## Provinces affamées

«La région de la mer Rouge pourrait être prospère», explique un collaborateur d'Acord. «Nous avons un port, un oléoduc, une raffinerie de pétrole, des mines d'or et d'autres richesses minières. Mais Khartoum confisque tout l'argent – pour autant qu'il y en ait en ce moment – afin de financer sa machine de guerre.» L'est du pays ne reçoit aucun soutien du gouvernement ni d'aucune organisation d'aide pour des investissements de première importance, tels que routes, hôpitaux ou écoles. La marginalisation économique s'accompagne d'une tutelle politique exercée par le gouvernement central. Cette situation pourrait, comme dans le sud et l'ouest du Soudan, déboucher sur une catastrophe sanglante.

Fin avril dernier, tandis que les rebelles du Sud et le gouvernement conduisaient des pourparlers de paix à Naivasha (Kenya) et que les atrocités du Darfour faisaient la une des médias, le Congrès Beja a fêté ses dix ans d'existence à la frontière entre l'Érythrée et le Soudan. Depuis que ce mouvement a pris les armes, de nombreux affrontements violents ont opposé les rebelles bejas aux troupes gouvernementales, pratiquement sans que l'opinion





Gabriela Neuhäus (2)

### Un goût amer

« La situation qui règne au Darfour donne un goût amer à l'accord de paix signé en mai dernier à Naivasha. Les bailleurs de fonds – ONU et Banque mondiale comprises – hésitent à investir des sommes conséquentes dans le développement du pays. Devant l'immense détresse du Darfour, on est obligé de se préoccuper d'abord de la survie des victimes. Dans une telle situation, il n'est pas prioritaire d'envisager des activités de coopération à long terme. »  
*Hansjürg Ambühl, responsable de l'aide humanitaire suisse pour l'Afrique*

publique internationale n'en ait connaissance jusqu'ici.

« Maintenant qu'il s'est produit là-bas quelque chose qui n'aurait jamais dû arriver, le monde entier regarde le Darfour », remarque Asha Elkarib, directrice régionale d'Acord. Elle ne cache pas la frustration que lui inspire la réaction tardive de la communauté internationale après les massacres et les déplacements forcés de population survenus dans l'ouest du Soudan. Mais elle est plus amère encore à l'idée que l'histoire menace de se répéter, tandis que la politique internationale et les œuvres d'entraide agissent enfin au Darfour : « Si personne ne se décide à intervenir préventivement, la même catastrophe se produira bientôt à l'est », avertit Asha Elkarib. Comme les rebelles du Darfour, ceux du Soudan oriental ont vainement tenté de faire entendre leur voix dans les négociations de Naivasha.

### Paix dans le Sud

Dans la soirée du 26 mai, la télévision soudanaise a retransmis en direct la signature de l'accord de paix entre le gouvernement et le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM), basé dans le sud du pays. Les habitants de Mohd Gol ont suivi ces images avec beaucoup d'intérêt. Bien que le Soudan oriental et les revendications des Bejas ne soient pas mentionnés dans cet accord compliqué et encore très abstrait, cela leur donne de l'espoir. Même s'ils n'attendent rien de leur propre gouvernement : « C'est aujourd'hui une journée faste », a déclaré le chef de village Mohamed Juckan le matin suivant à ses visiteurs étrangers. « Maintenant que nous avons la paix, vos pays pourront venir et nous aider nous aussi avec leurs dons. » ■

*(De l'allemand)*

### Aide d'urgence aux victimes de la guerre

(gn) Le Soudan a été durant plus de 20 ans le théâtre d'une guerre civile sanglante entre le nord et le sud du pays. Les origines du conflit remontent à l'ère coloniale : sous la domination britannique déjà, les provinces méridionales étaient négligées et très peu développées. Par la suite, des organisations rebelles se sont battues pour améliorer la situation et obtenir davantage d'autonomie par rapport au Nord musulman. Les gisements de pétrole situés dans le Sud constituent un élément central de ce conflit qui, en plus d'un nombre indéterminé de morts, a fait près de 4 millions de personnes déplacées et 480 000 réfugiés. Après plusieurs traités de paix avortés, un nouvel accord global, dont les modalités ont été négociées dans la localité kenyane de Naivasha, est censé mettre fin à cette guerre. « Si l'accord de paix tient ses promesses, il sera enfin possible de faire au Soudan un travail de longue haleine dans le domaine du développement. Actuellement, les conditions ne sont pas encore favorables », constate Hansjürg Ambühl, responsable de l'aide humanitaire de la DDC en Afrique. Devant la violence déployée par le Nord pour appauvrir le Sud, l'essentiel, ces dernières décennies, était d'apporter des secours d'urgence et d'assurer la survie des populations meurtries.



# La dette éternelle

Le gouvernement du Honduras révèle qu'il est confronté à un déficit budgétaire. Celui du Nicaragua indique que 36 pour cent des recettes de l'État sont consacrées au paiement de la dette privée et internationale.

Le Guatemala négocie âprement pour alléger son endettement. Ce tableau fait penser à un locataire que l'on aurait jeté à la rue avec toutes ses affaires parce qu'il était incapable de payer son loyer. Les pays d'Amérique centrale sont habitués à recevoir chaque année la visite des fonctionnaires du Fonds monétaire international, qui leur prescrivent la manière d'administrer leurs économies. Dans ces conditions, parler de souveraineté est ridicule, prétendre à l'autonomie est risible. Les anciennes «républiques bananières» (qui heureusement ne le sont plus) ont cessé d'être dépendantes d'un fruit – la banane – pour devenir le fruit d'intérêts juteux. Entre 1960 et 1990, une profusion de crédits ont été accordés. Les agents de la Banque mondiale allaient d'un pays à l'autre en offrant des capitaux, car ils tenaient à placer tout d'abord les dividendes provenant de la guerre mondiale, et plus tard les pétrodollars qui coulaient à flots. Parfois, les prêteurs – de sagaces vendeurs – savaient qu'ils ne reverraient jamais cet argent, promis à se volatiliser dans des projets illusoires, des commissions officielles et des dessous-de-table. Même ainsi, ils ont ouvert leurs coffres-forts (cornes d'abondance dollarisées) et distribué des prêts avec une facilité inouïe. Résultat : un endettement extrême et une grande incapacité à rembourser. L'Amérique latine s'est hypothéquée à l'excès et elle en subit aujourd'hui les conséquences.

En 2004, la dette extérieure des cinq pays d'Amérique centrale se monte à environ 23 milliards de dollars. Un montant modeste pour le Nord, mais énorme pour

cette région. Un quart des sommes prêtées s'est perdu entre les mains de militaires, entrepreneurs, gouvernants, ministres, consultants et planificateurs. Une partie a été consommée par des conseillers originaires du pays créancier et imposés par celui-ci. Aujourd'hui, la nation qui désire obtenir une remise de dette doit adhérer à un club humiliant et reconnaître qu'elle est un État mendiant, lourdement endetté. Les intérêts versés pour la dette pendant 40 ans totalisent une somme équivalant au quintuple du capital. Si l'on ajoute à cette terrible saignée tout l'argent absorbé par la corruption – cancer social du siècle – on obtient un montant dont le rendement aurait permis d'instaurer des formes modernes de progrès et d'améliorer la qualité de vie dans les pays emprunteurs. Mais il faut se rendre à l'évidence : aussi longtemps que les sociétés centraméricaines n'entreprendront pas des réformes démocratiques en profondeur, toute ressource qui serait injectée de l'extérieur tombera dans un tonneau des Danaïdes. Visible ou imperceptible, l'écoulement goutte à goutte de ce récipient réduira à néant l'effet bénéfique du cadeau ou de l'emprunt. Dans les villes de l'isthme centraméricain, la pauvreté prolifère en même temps que les dépenses somptuaires incontrôlées : automobiles au luxe tapageur, demeures de millionnaires, magasins de produits destinés à satisfaire des goûts (et une abondance) exotiques, eau minérale de France, dattes d'Égypte, liqueur d'Écosse, comptes bancaires en Suisse. Le fossé entre riches et pauvres est alarmant, il se creuse de jour en jour.

La racine du problème n'est donc pas économique mais politique. Certes, l'éducation est de nature à changer les mentalités, mais c'est un processus qui

s'opère de génération en génération. La société lutte, fait pression et conquiert de l'espace, mais à un rythme très lent. Les classes dirigeantes approuvent les changements cosmétiques qui ne lèssent ni leurs concessions ni leurs intérêts. Et les sondages révèlent un nouveau danger : les peuples sont disposés à accepter des régimes autoritaires pourvu que ceux-ci leur assurent un mode de vie meilleur. Ce qui est menacé, c'est la consolidation de la démocratie. L'esprit de la liberté est en suspens.

Les séquelles de l'endettement ne sont pas une question de chiffres mais de justice. Une éventuelle remise de dette ne devrait être accordée qu'à une condition : que les fonds ainsi dégagés servent à transformer la société, qu'ils soient investis dans l'éducation et la santé, intégrés dans la modernité. Cela, seuls les pays créanciers peuvent l'exiger. Ce sont eux qui ont une dette envers nous.

Si cela se concrétisait, ce serait un intérêt heureux, que nous serions prêts à payer. ■

(De l'espagnol)



**Julio Escoto** n'est pas seulement un auteur et un journaliste reconnu au Honduras, il appartient également à l'élite intellectuelle de son pays. Cet homme de 60 ans a déjà reçu plusieurs prix internationaux pour une œuvre dans laquelle il se distingue par son identification au Honduras et aux valeurs de ce pays. Ses ouvrages les plus connus sont *Los Guerreros de Hibueras*, *El Árbol de los Pañuelos* et *Rey del albor Madrugada*.



Olivia Heuser

# Aux frontières du hip hop africain

Le rap a conquis le monde. Ses rimes scandées sont présentes sur toutes les radios. En un rien de temps, le hip hop est devenu une forme d'expression universellement partagée par des jeunes qui protestent, s'affirment et s'émanent. Les sons ont un caractère cosmopolite, mais ils véhiculent toujours des histoires locales. De Jay Rutledge\*.

CULTURE



F. Palladino (4)

En 1999, Eminem sort son album *Slim Shady*, dont l'un des titres les plus connus est «My name is...?». La star du rap y règle ses comptes avec la vie quotidienne aux États-Unis. Quelques années plus tard, au Nigeria, le jeune rappeur Terry da Rapman reprend cette chanson et en livre sa propre version sous le titre «I am a Nigerian.» Il imite parfaitement la manière de déclamer d'Eminem pour décrire sa vie au Nigeria. Dès les premières images du clip,

il est évident que l'on ne se trouve pas aux États-Unis. Des pneus brûlent à l'arrière-plan tandis que la populace se livre au pillage dans des rues dévastées. Jouant finement de l'ironie, Terry dessine un portrait peu complaisant de lui-même et de ses concitoyens. Il est fauché, il n'a pas de travail et sa petite amie se plaint que les hommes nigériens manquent de romantisme, car «*they don't buy expensive gifts*» (ils n'achètent pas de cadeaux chers).

La suite du texte est de la même veine : «*Life is hard, I can nearly survive, but like most Nigerians, I swallow my pride*» (la vie est dure, je survis à peine, mais comme la plupart des Nigériens, je ravale mon orgueil). Ou encore : «*If a rich man offered a million buck to sleep with my wife, I'd be sure, take her for half the price*» (si un homme riche m'offrait un million pour coucher avec ma femme, je suis sûr qu'il la prendrait aussi pour la moitié du prix).

## Le Nigeria sur une musique américaine

Terry a commencé à faire du hip hop en 1991. Mais les diverses formes locales du genre ne sont pas vraiment prises en considération sur la scène internationale. Depuis une bonne décennie, le hip hop est pourtant le langage qu'utilisent nombre de jeunes partout dans le monde pour affirmer leurs valeurs et leur identité. Un adage rebattu prétend que la musique ne connaît pas de fron-





tières. Cela dépend du genre musical, devrait-on ajouter après un coup d'œil sur les bacs des disques européens. Les échanges culturels entre l'Europe (l'Occident) et le reste du monde se conçoivent en termes de traditions régionales. Alors qu'un pays comme le Nigeria est perçu à travers ses traditions, on parle plutôt de culture en ce qui concerne l'Europe.

Cela transparaît par exemple dans les compilations distribuées sur toute la planète sous des titres tels que «global hip hop». Le «hip

hop mondial» désigne du hip hop auquel on a ajouté des éléments de musique traditionnelle locale. Ce qui est recherché, c'est une sorte de «world music hip hop». Terry da Rapman n'entre pas dans cette catégorie. Sa musique tient en effet du plus pur style américain. Mais les idées qu'il transmet ne pourraient être plus locales et plus actuelles. L'imitation d'Eminem donne tout leur effet à ses chansons. Terry démontre premièrement qu'il connaît Eminem, car les jeunes Nigériens sont aussi branchés sur le monde, deuxièmement qu'il peut rapper aussi bien que son modèle, et troisièmement qu'il peut en rajouter puisque ses descriptions ironiques et grotesques de la vie au Nigeria prouvent que ce pays n'a rien en commun avec l'Amérique.

#### La fête au son du kwaito

La culture musicale noire d'Afrique du Sud a connu un essor incroyable au cours des années qui ont suivi les premières élections démocratiques de 1994. Après des décennies d'oppression sous le régime d'apartheid, l'Afrique du Sud noire s'est à nouveau donné une musique bien à elle: le kwaito. Apparu au début des années 90, le kwaito est un mélange de house, de hip hop, de reggae, de musique des town-



ships et de texte. C'est d'ailleurs au son du kwaito que l'Afrique du Sud a célébré la fin de l'apartheid. Ses textes sont apolitiques et parlent surtout de faire la fête: l'ère de la résistance politique s'achevait enfin.

Quelques groupes de kwaito, comme Mafikizolo, Aba Shante ou Bongo Maffin, se sont remis à puiser dans le répertoire traditionnel. «Il s'agit de fêter notre identité retrouvée», explique Thandi, la chanteuse de Bongo Maffin. «L'apartheid avait tenté d'anéantir tout ce que nous étions: notre langue et notre culture. Pendant longtemps, l'Afrique a été pour nous une idée mythique, nul ne savait ce qu'elle était vraiment. Lorsque nous arrivons en Europe, tout le monde pense que nous allons chanter et danser des choses traditionnelles. Bien sûr, nous le faisons car c'est une partie de notre style, mais notre style a aussi été influencé par la house, le hip hop et le reggae.»

Le style de Bongo Maffin, c'est une combinaison urbaine de traditions khosa et de musique des townships, un soupçon de Laury Hill et d'afro-romantisme, ainsi qu'un trait de mode streetwear internationale. Bongo Maffin est le groupe qui a jusqu'ici rencontré le plus de succès à l'étranger. Les grandes vedettes du kwaito,

comme Zola et Mandoza, qui ne mêlent aucune mélodie ou instrument traditionnels à leur musique, mais chantent des textes zoulous sur des rythmes house ralentis, sont de parfaits inconnus sur la scène internationale.

Ils partagent le sort de Terry da Rapman: on les ignore bien qu'ils représentent l'Afrique du Sud et fassent partie intégrante de son évolution.

Aujourd'hui, une nouvelle vague de hip hop déferle sur l'Afrique du Sud. Cette fois-ci, elle a pris naissance au Cap et non à Johannesburg. Les groupes les plus connus, comme H2O ou Skwatta Kamp, viennent des townships. Ils doivent leur succès au fait qu'ils rappent en zoulou, en khosa ou en scamto, le dialecte des townships. Une majorité de la population se retrouve dans les histoires qu'ils racontent. Ce sont précisément ces histoires qui rendent le hip hop si captivant dans le monde entier, bien plus captivant que des productions musicales traditionnelles. ■

*\*Jay Rutledge, journaliste indépendant, anime l'émission «Weltempfänger» à la radio bavaroise. Il a aussi fondé son propre label musical, qui se concentre sur la musique jeune et urbaine du reste du monde.*

(De l'allemand)



# Rencontres interactives sur la voie lactée

Après l'immense succès remporté par le film documentaire *Rencontres sur la voie lactée*, le réalisateur suisse Jürg Neuenschwander lance un projet interactif tout aussi passionnant.



(mr) Projetée pour la première fois en 2000 au Festival international du film de Locarno, l'œuvre de Jürg Neuenschwander a été convoquée depuis lors à une quarantaine d'autres festivals. Et c'est au Festival du film panafricain de Ouagadougou qu'a jailli cette idée : filmer la présentation de *Rencontres sur la voie lactée* dans les villes et les villages du Sahel, puis créer un DVD, à la fois vidéo et Rom, qui contiendrait ces images ainsi que le film lui-même.

Trois paysans de l'Oberland bernois ont participé à la tournée de présentation. Ce sont les éleveurs et producteurs de lait qui, dans le film documentaire, montraient leurs exploitations à des confrères venus du Burkina Faso et du Mali. Dans *Ami Amadou*, qui est en quelque sorte une suite de l'histoire, les paysans suisses racontent à leur tour leurs impressions du Sahel. Le dialogue interculturel commencé

en Suisse a ainsi pu se poursuivre. « Il y a déjà un certain temps que nous pensions à produire un DVD/DVD-Rom interactif basé sur le succès de *Rencontres sur la voie lactée* », raconte Jürg Neuenschwander. Avec l'aide de la DDC, ce réalisateur de 51 ans, qui vit entre Washington et Berne, a pu réaliser son projet : le DVD/DVD-Rom sera distribué en Suisse dès le mois de septembre. Il contient notamment le fameux documentaire couronné par plusieurs distinctions, le film *Ami Amadou*, ainsi qu'une foule d'images et de musiques inédites.

## Un matériel pédagogique très complet

Les deux films, tournés dans la région du Sahel et en Suisse, parlent de similitudes et de différences, de confiance et des nouveaux défis à relever tant en Afrique qu'en Suisse. Le DVD interactif propose de nombreuses

pistes pour aborder de manière approfondie les grands problèmes actuels. Les deux chapitres sur l'éducation et le développement retiennent particulièrement l'attention. Ils sont spécialement conçus pour l'enseignement dans les gymnases et les écoles professionnelles : portraits, voix du Sud, mondialisation, vision du monde, élevage et production de lait. Sur la partie Rom du disque se trouvent non seulement des informations de fond très instructives, mais également des fiches de travail et des exemples de leçons. ■

(De l'allemand)

## Une offre interactive

Le DVD/DVD-Rom se divise en deux parties : un DVD vidéo contient les films, des enregistrements musicaux et des photos ; un DVD-Rom propose des textes explicatifs et des documents à imprimer. Cette deuxième partie se prête particulièrement à l'enseignement ; on y trouve des exemples de leçons, des fiches d'exercice et des informations de fond. Le disque est disponible en français, allemand et anglais. Le film s'adresse aux élèves des écoles secondaires supérieures, des gymnases et des écoles professionnelles.

« *Rencontres sur la voie lactée – Edition spéciale interactive sur DVD/DVD-Rom* » peut être commandé au moyen du bulletin ci-joint ou auprès de la Fondation Éducation et développement : tél. 021 612 00 81, [fed@lausanne.globaleducation.ch](mailto:fed@lausanne.globaleducation.ch)  
Prix de vente : 60 francs pour les écoles et les enseignants, 80 francs pour les médiathèques.  
Pour en savoir plus : [www.filmeinewelt.ch](http://www.filmeinewelt.ch)



### Quel théâtre après l'apartheid ?

(bf) Le Schlachthaus Theater de Berne organise pour la quatrième fois un festival de dix jours sur la culture contemporaine du Sud, qu'il présente comme joyeuse, opiniâtre, insolente et très actuelle. Cette édition est consacrée à l'extraordinaire paysage culturel de l'Afrique du Sud. Le festival «Sharp Sharp! South African Arts» est centré d'abord sur le théâtre contemporain, mais il inclut également de la danse, de la poésie, du hip hop et de la vidéo. Contrairement à l'époque de l'apartheid où le Market Theatre et des comédies musicales comme *Sarafina* étaient célèbres bien au-delà des frontières sud-africaines, nous ne connaissons guère les créations actuelles de l'Afrique du Sud. L'occasion nous est donnée de remédier à cette situation, puisque divers événements marquent en Suisse le dixième anniversaire de l'abolition de l'apartheid, sous le titre «Ten years democracy»: durant toute l'année, l'Afrique du Sud est à l'affiche de manifestations telles que les Berner Tanztage et le festival Afro-Pfingsten de Winterthur.

«Sharp Sharp! South African Arts Festival», du 27 octobre au 7 novembre, Schlachthaus Theater, Berne. Renseignements: Schlachthaus, tél. 031 312 96 47 ou [www.schlachthaus.ch](http://www.schlachthaus.ch)

### Direction Sud-Est

(bf) La conférence annuelle de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est aura lieu le 2 novembre sur le thème «Transition et participation citoyenne». Géographiquement, elle se concentrera sur trois pays de l'Europe du Sud-Est: Macédoine, Bulgarie et Albanie. Des organisations de citoyens et les autorités de ces pays seront représentées à la conférence. Des manifestations, des ateliers et des

exposés montreront dans quelle mesure la démocratisation a débouché sur une participation authentique des citoyens aux processus de décision. Les participants entendront notamment la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey et Erhard Busek, coordinateur spécial du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.

Focus Europe de l'Est, 2 novembre, Hôtel Marriott, Zurich. La participation est gratuite. Renseignements et inscription: DDC, Médias et communication, tél. 031 322 44 12

### Des métiers plus prisés que jamais

(bf) Le forum cinfo se tient le 4 septembre au Palais des Congrès de Bienne. Cette manifestation publique, qui en est déjà à sa sixième édition, est la seule organisée en Suisse sur le thème «S'engager dans la coopération internationale». Plus de mille personnes y avaient participé il y a deux ans, et les visiteurs devraient être encore plus nombreux cette année si l'on considère l'extraordinaire popularité dont jouissent les métiers de la coopération internationale. Le programme du forum comprend des exposés, des débats et des présentations vidéo. Plus de 80 organisations et institutions seront présentes. Sur des stands d'information, elles éclaireront les diverses facettes de leurs activités; elles présenteront les exigences professionnelles, les offres de formation et de perfectionnement, les possibilités pour les jeunes et la politique de la coopération internationale. Le cinfo a en outre mis à jour son dossier d'information qui décrit les bases et le contexte de la coopération internationale ainsi que les exigences professionnelles et les possibilités d'engagement. Ce dossier présente également les principaux acteurs étatiques de la coopération en Suisse, quelques

organisations internationales partenaires et une typologie des organisations non gouvernementales (ONG) actives dans ce domaine. Il peut être obtenu au prix de 10 francs (plus frais d'envoi) auprès du cinfo, case postale 7007, 2500 Bienne 7.

Forum cinfo, le 4 septembre de 10h à 16h, Palais des Congrès, Bienne.

Aucune inscription nécessaire.

Informations complémentaires: [www.cinfo.ch](http://www.cinfo.ch)

### Signaux de fumée sur la Tanzanie

(dg) Depuis huit ans, le journaliste tanzanien John Waluye enquête sur les conséquences de l'invasion du tabac dans son pays. À travers son regard, le film documentaire *Forêt contre fumée bleue* donne un aperçu des connexions de l'industrie du tabac à l'échelon mondial. Il montre où les feuilles sont cultivées, récoltées et séchées. Des entretiens avec des producteurs de tabac et des commerçants mettent en évidence le pouvoir dont jouissent les multinationales du tabac: avec des chiffres d'affaires atteignant des milliards, elles sont pour ainsi dire inattaquables. John Waluye prend le chemin de l'Allemagne afin de s'entretenir avec les responsables de Reemtsma, l'un des plus gros producteurs de tabac. Mais ces messieurs n'ont pas de temps à consacrer à des questions dérangeantes. Cinéaste engagé, Peter Heller est parvenu une fois de plus à traiter des thèmes actuels comme la mondialisation et la durabilité à partir d'un exemple concret.

Peter Heller: «Forêt contre fumée



services

bleue», Allemagne 2003. Documentaire, 30 minutes (version courte), vidéo VHS, français/anglais et swahili, sous-titré français, dès 14 ans. Distribution/Vente : Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, [info@lausanne.globaleducation.ch](mailto:info@lausanne.globaleducation.ch), Cinédia, tél. 026 426 34 30, [cinedia@bluewin.ch](mailto:cinedia@bluewin.ch).

Informations supplémentaires et fiche pédagogique : Films pour un seul monde, [www.filmeeinewelt.ch](http://www.filmeeinewelt.ch)

### Ballades chaloupées

(er) Par instants, Dobet Gnahoré laisse s'envoler une vocalise de yodel, zappant allégrement entre voix de poitrine et voix de tête, tout comme le font les femmes pygmées menacées d'extinction. Puis on retrouve cette chaude et tendre voix d'alto, mêlée à de doux accords de guitare et à la cadence légère de la calebasse ou du balafon. Et ses ballades pénétrantes nous vont droit au cœur. En grande chansonnière, l'artiste ivoirienne compose elle-même les textes et la musique de ses chansons. Elle y dénonce la cruauté humaine et l'injustice. Dans des langues africaines et en français, elle parle de la tristesse, de l'espoir ou du sida. Son album *Ano Neko* (Créons ensemble) associe musique mandingue, rumba congolaise, ziglibiti ivoirien, bikutsi camerounais, high-life ghanéen et chœurs zoulous. Des sonorités jazz et flamenco sont perceptibles. Toutes ces couleurs appartiennent à une musicienne de 21 ans, appelée à ensorceler les fans de world music sur tous les continents. Dobet Gnahoré : «*Ano Neko*» (Contre-Jour / RecRec)



### Reggae engagé et hypnotique

(er) Portant le turban des bobodreads, Keith Anthony Blair, alias Anthony B., a été imprégné de spiritualité dès le berceau : dans les plantations sucrières de l'arrière-pays jamaïcain, il a grandi avec la Bible et il a été enfant de chœur. Adolescent, il a découvert les rastafaris et leur *consciousness*. Dès lors, ses combats pour la justice, et ses diatribes contre la corruption, la violence et la pauvreté, n'ont pas tardé à faire des vagues. Au point qu'il fut banni de la radio en 1996 pour son *Fire Pone Rome*. Sur son dixième disque officiel, ce singjay de 38 ans fait toujours preuve de la même énergie engagée. Les paroles du prophète produisent un effet presque hypnotique. Et cette trance riddim est renforcée par sa voix au timbre légèrement nasal, glapissante par instants, emportée par le roulement des percussions et le galop des cordes. À cela s'ajoute la dynamique puissante et serrée des cadences qui se succèdent – dancehall, ragga, dub ou roots. Anthony B. : «*Justice Fight*» (Fire Ball / RecRec)

### Trois divas et un magicien

(er) Sur des rythmes numériques accompagnés de vibrations hi-hat, les percussions martèlent un thème groovy. Le roulement sourd des congas côtoie l'harmonie de la kora, cette harpe-luth à 21 cordes. Les sons électroniques font alterner des accents sombres et clairs, qui rappellent les mélodies jouées à la flûte par les nomades peuls d'Afrique occidentale. Surfant sur tout cela, les voix chaudes et pénétrantes de trois divas : Hadja Kouyaté (Guinée), Aissata Baldé (Sénégal) et Ramatta Doussic (Mali). C'est le producteur français Frédéric Galliano qui lance cette invitation à un voyage mêlant électronique, rythmes africains et chants



palpitants. Ce magicien acoustique âgé de 35 ans, qui est également percussionniste, compositeur et DJ, propose un album live de onze pistes (plus un bonus vidéo). Ces prises en concert dégagent une atmosphère dense, faite de sonorités fluides et harmonieuses. Rencontre entre modernité et tradition, *trance meets vocal power!*

Frédéric Galliano & The African Divas : «*Sacré Live!*»

(F Communications / Musikvertrieb)

### L'équité n'a pas de sexe

*La Suisse et le monde*, la revue du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique étrangère suisse. Son numéro 4/2004, qui paraît fin septembre, est consacré au principe du *gender mainstreaming*, ou approche intégrée de l'égalité des sexes. Il explique cette notion ainsi que les moyens d'atteindre l'objectif poursuivi par le *gender mainstreaming*, à savoir davantage d'équité pour les deux sexes. Autres thèmes abordés par ce numéro : la Maison des nationalités au Soudan, l'engagement de femmes arabes pour la paix et le dialogue sur les droits de l'homme. Le numéro de juin était centré sur le conflit du Proche-Orient. «*La Suisse et le monde*» paraît quatre fois par an en français, en allemand et en italien. Il est possible de souscrire gratuitement un abonnement à l'adresse suivante : «*La Suisse et le monde*» c/o Schaer Thun AG Industriest. 12 3661 Uetendorf

### Génocide à retardement

(jls) La Rwandaise Esther Mujawayo a survécu au génocide avec ses trois filles, tandis que son mari et le reste de sa famille étaient massacrés. Dix ans après, elle publie un témoignage poignant, recueilli par la journaliste algérienne Souâd Belhaddad. À travers son parcours personnel, c'est le destin collectif de tout le Rwanda qui est décrit dans ce livre intitulé *SurVivantes*. Esther Mujawayo analyse les réactions de ceux qui ont échappé aux tueries. Elle dénonce le sort réservé aux femmes rescapées, dont plus de la moitié sont atteintes du sida : violées par les génocidaires qui les ont contaminées sciemment, ces Tutsies meurent lentement faute d'avoir accès aux trithérapies, tandis que leurs bourreaux détenus par l'ONU reçoivent les meilleurs soins médicaux. En avril dernier, lors du Salon international du livre et de la presse, à Genève, *SurVivantes* a obtenu le Prix Ahmadou Kourouma, du nom du grand romancier ivoirien récemment disparu. Cette distinction a été créée par le Salon africain du livre, patronné par la DDC. Esther Mujawayo et Souâd Belhaddad : «*SurVivantes*», Éditions de l'Aube, Paris, 2004

### Rêves brisés en Algérie

(bf) Kenza ne situe sa patrie ni sur la rive sud ni sur la rive nord de la Méditerranée. Elle est née en 1962, année de l'indépendance algérienne. C'est à l'université qu'elle se sent chez elle, dans un cercle de jeunes intellectuels, jusqu'à ce que son bien-aimé, Yacef, se plie à la tradition et épouse une cousine choisie par ses parents. Il trahit ainsi leur idéal commun d'une Algérie libre et ouverte. Kenza s'enfuit vers la France et s'établit à Montpellier. Dans son ouvrage *Des rêves et des assassins*, Malika Mokeddem montre la situation





qui règne en Algérie, mais en s'intéressant surtout à ce que vit et éprouve l'individu dans un tel système. Cette écrivaine et doctoresse algérienne décrit avec lucidité et sensibilité une génération maghrébine pour laquelle les différences culturelles ne sont pas destructrices, mais constituent simplement la vie quotidienne. Son roman comporte des traits autobiographiques.

*Malika Mokeddem : « Des rêves et des assassins », Éditions Grasset & Fasquelle, Paris*

### La maison africaine

(jls) Pour bien des Occidentaux, l'Afrique est aujourd'hui un continent à la dérive. Sans prendre le contre-pied de cette vision minimaliste, un ouvrage publié par l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) veut montrer que les sociétés africaines ne sont nullement « hors jeu » dans le contexte de la mondialisation. Il décrit l'imbrication de deux logiques sociales à l'œuvre dans l'Afrique actuelle. Côté jardin, les populations manifestent une étonnante capacité d'adaptation

aux règles et valeurs morales imposées par l'Occident. Côté cour, certaines valeurs propres à la culture africaine restent bien ancrées dans les consciences individuelles. Cette ambivalence est illustrée par plusieurs études de cas, consacrées notamment aux paradoxes des élections présidentielles au Bénin, au Somaliland transformé en entrepôt, à la pratique des convois au Niger et aux tonitruos des Congolaises en Suisse.

*« Côté jardin, côté cour – Anthropologie de la maison africaine », sous la direction de Laurent Monnier et Yvan Droz, Nouveaux Cahiers de l'iuéd, n°15, Genève; Presses universitaires de France, Paris, 2004*

### Récits en voyage

**Exposition** (bh) L'exposition de photographies « Récits d'une mondialisation », présentée en 2003 à Genève, se déplace cette année à Zurich et à Chiasso. Dix photographes illustrent certains aspects concrets de la mondialisation en Amérique latine, en Afrique, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Cette exposition, due à une initiative de la DDC, a été produite par le photographe zurichois Daniel Schwartz. Des événements annexes sont prévus dans les deux villes : la Literaturhaus de Zurich organise les 11 et 12 septembre une lecture publique, avec des acteurs et des auteurs ; à Chiasso, les photographes de l'exposition participeront à des manifestations.

*Zurich, du 2 au 19 septembre, ewz-Unterwerk Selma; Chiasso, dès le 16 octobre, Biennale de la photographie, ancienne fabrique Calida*

### Le roi Sihanouk prend position

À la demande de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, nous publions la mise au point qu'il a envoyée à la rédaction d'*Un seul monde*. Sa lettre, datée du 6 mai 2004, se réfère à la fin de l'article « Des marchés derrière le rideau de bambou », écrit par Rüdiger Siebert et paru dans le n° 3 de septembre 2003 :

« 1. Je n'ai pas changé de fronts et d'alliés. Mes meilleurs amis ont été et restent le Petit Peuple Khmer et, sur le plan international, la R.P. de Chine et la R.P.D. de Corée où je me trouve présentement. J'ai toujours lutté contre le Colonialisme, l'Impérialisme, l'Expansionnisme, l'Hégémonisme, le néo-Colonialisme, le néo-impérialisme. Je suis le Père de la neutralité du Cambodge. Je suis l'un des fondateurs du mouvement des Pays non-alignés. Je suis francophone et francophile. En ce qui concerne le Vietnam communiste, j'étais « avec lui » quand il respectait l'intégrité territoriale de mon Pays, luttait pour son Indépendance et sa réunification nationale et quand nous (Cambodgiens et Vietnamiens) avions à lutter contre l'Impérialisme U.S. intervenant illégalement en Indochine. Mais j'ai dû ensuite lutter contre ce même Vietnam qui, entre 1979 et 1989, colonisa le Cambodge ma Patrie.

2. Je n'accuse personne dans mes textes mis dans mon Website (Internet), etc. Je ne fais que mentionner des faits parfaitement connus de tout le monde et aisément vérifiables.

3. En 1993, aux élections générales législatives au Cambodge sous contrôle de l'UNTAC (United Nations Transitional Authority), le Peuple cambodgien électeur donna une grande et nette victoire au parti royaliste, sihanoukiste, le FUNCINPEC présidé par mon Fils Norodom Ranariddh. Si j'avais voulu exercer le pouvoir j'aurais pris en toute légalité ce Pouvoir en me basant sur cette victoire électorale remportée « à la régulière » par mes partisans. Et il est injuste de me qualifier de « désespéré ». Je suis « Scorpion » (signe du Zodiaque) comme mon idole le Général Charles de Gaulle. Lui et moi sommes nés avec un courage qui nous permettait ou permet d'ignorer le désespoir. »

### Impressum

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)  
Catherine Vuffray (vuc)  
Barbara Affolter (abb)  
Joachim Ahrens (ahj)  
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)  
Antonella Simonetti (sia)  
Beat Felber (bf)

### Rédaction :

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

**Photolitho :** Mermud SA, Lausanne

**Impression :** Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12  
Fax 031 324 13 48  
E-mail : info@deza.admin.ch  
www.ddc.admin.ch

109846

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 55 000

**Couverture :** Meissner / laif

**Dans le prochain numéro :**

**La coopération multilatérale au développement prend de plus en plus d'importance. Comment fonctionne-t-elle ? Quels résultats peut-elle atteindre ? Où se situent ses limites ?**



Cordula Kropke / Agenda